

La question des langues :

Arabisation et identité berbère
dans le contexte national algérien

Bente Najana Kvernmo



UNIVERSITÉ D'OSLO

Automne 2013

Encadré par M. Svein Erling Lorås
Mémoire de master II
(60 points de crédits ECTS)

Programme de formation des enseignants
Option: français
Faculté des sciences de formation
Institut de littérature, civilisation et langues européennes
Faculté des lettres, langues et sciences humaines

La question des langues :

Arabisation et identité berbère
dans le contexte national algérien



Le drapeau berbère, proposé par l'Académie Berbère en Kabylie (*Agraw Imazighen*) et officialisé par le Congrès Mondial Amazigh en 1998. Il est composé de trois bandes horizontales : le bleu représentant la mer Méditerranée et l'océan Atlantique, le vert représentant la nature et les montagnes verdoyantes et le jaune représentant le sable du désert du Sahara. Au centre, il y a la lettre Z de l'alphabet *tifinagh* (le *aza* ou *yaz*), signifiant « l'homme libre », qui est aussi le nom que les Berbères se donnent eux-mêmes. La couleur rouge symbolise la vie, mais aussi la résistance. Aujourd'hui, ce drapeau est devenu un symbole important de la revendication identitaire du peuple berbère dans les pays maghrébins.

Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Drapeau_berb%C3%A8re

© Bente Najana Kvernmo

Automne 2013

”La question des langues : Arabisation et identité berbère dans le contexte national algérien”

Bente Najana Kvernmo

<http://www.duo.uio.no>

Trykk: Reprosentralen, Universitetet i Oslo

Remerciements

Avant tout, je tiens à remercier sincèrement Svein Erling Lorås, mon directeur de mémoire, pour son aide, sa grande patience à mon égard, et pour ses corrections et commentaires sans lesquels ce mémoire n'aurait jamais été réalisé.

Je tiens aussi à remercier Mme Zehlia Wilhite, la première Kabyle que j'ai jamais rencontrée, pour des discussions intéressantes sur le thème des Berbères en Algérie, et de m'avoir donné l'idée du sujet de ce mémoire.

En France, je dois adresser ma profonde reconnaissance à Malika, Zahoua et Zineb, les femmes kabyles du Centre Culturel Algérien de Paris, qui m'ont accueillie à bras ouverts, et qui m'ont beaucoup aidée à trouver des informations utiles à propos de ce sujet.

Mes remerciements les plus chaleureux vont à mes amis francophones Aurore Leveque et Gaspard Levavasseur, pour toute aide quant à l'orthographe et l'usage de la langue française, pour leurs remarques et bons conseils, et pour nos vives discussions.

Il faut également dire un grand merci à mes amies Ingvild Kogstad Brodal, Øydis Monsen et Eline Kårtvedt Hauge, avec qui j'ai pu partager mes idées et soucis autour de mon travail.

Je voudrais aussi remercier Mme Ragnhild Howard, une très chère amie et grande couturière, qui, par ses histoires captivantes d'une vie extraordinaire en France et au Maroc, m'a beaucoup inspirée dans la poursuite de mes études de français et m'a donné envie de connaître le monde.

Merci beaucoup à mes élèves qui m'ont tant appris, et qui, par leur amour, leur humour et leur approche juvénile de la vie, m'inspirent énormément dans mon travail quotidien.

Ma plus grande marque de gratitude va à toute ma famille, mes parents, mon frère et ma grand-mère, pour leur soutien inconditionnel, leur confiance et leur amour infini. J'espère que le fruit de mes efforts les rendra fiers. Je vous aime tant !

À tous ceux qui ont contribué dans un sens ou dans un autre à la concrétisation de ce mémoire, je dis mille fois merci. Merci !

À Massinissa, à tous les *imazighen* et à tous les peuples de ce monde qui luttent pour la reconnaissance de leur langue, de leur culture et pour les droits de l'homme, je voudrais vous dédier ce modeste travail, pour qu'on ne vous oublie jamais.

Table des matières

1	Introduction	9
2	Présentation des Berbères : origines et présence actuelle d'une minorité importante.....	11
2.1	Origines et préhistoire des Berbères	11
2.1.1	Un nom mystérieux : Berbère ou Barbare ?	12
2.1.2	Les origines des Berbères.....	13
2.1.3	Les légendes	14
2.1.4	La légende de Kahéna - un mythe ou une réalité ?	16
2.2	Présence actuelle d'une minorité importante.....	16
3	Langues et représentations identitaires en Algérie	21
3.1	Panorama sociolinguistique des langues en Algérie.....	21
3.2	L'Algérie durant la période coloniale (1830-1962) : la « francisation ».....	22
3.3	La situation sociolinguistique après l'indépendance (de 1962 à nos jours)	25
3.3.1	Le concept de diglossie et les variétés d'arabe	26
3.3.2	La position de la langue arabe (classique) : une aspiration à l'enracinement	27
3.3.3	La position de la langue française : langue de nécessité et de l'ambivalence.....	29
3.3.4	La position de la langue maternelle : la langue de la majorité silencieuse	31
a)	L'arabe dialectal (dit arabe algérien, ou arabe populaire)	32
b)	Le berbère (le tamazight)	34
4	Le concept de politique linguistique et son application en Algérie	36
4.1	« Politique linguistique » ou « aménagement linguistique » ?	36
4.2	Pourquoi l'aménagement linguistique ?	40
4.3	Le fondement idéologique de l'arabisation en Algérie.....	42
4.3.1	Les sources du nationalisme algérien : le panarabisme	44
a)	Le nassérisme.....	45
b)	Le baasisme.....	45
4.3.2	Le modèle du Machrek	47

4.4	Politique linguistique sous les différents régimes algériens depuis l'indépendance ..	47
4.4.2	Les mesures concrètes de l'application de la politique d'arabisation	49
a)	Ben Bella et l'arabisation énergique (1962-1965).....	50
b)	Ahmed Taleb Ibrahimi et l'arabisation idéologique (1965-1970)	51
c)	Abdelhamid Mehri et l'arabisation systématique (1970-1977)	53
d)	Mostefa Lacheraf et la pause de l'arabisation (1977-1979)	54
e)	Chadli Bendjedid et la poursuite de l'arabisation (1979-1999).....	55
f)	L'ère Bouteflika (1999-2013).....	58
5	La question berbère : une question de langue et d'identité.....	59
5.1	Le mouvement berbériste et la question berbère	59
5.2	La question berbère après l'indépendance.....	60
5.3	La Kabylie : une région à part	62
5.4	Le printemps berbère de 1980 (<i>Tafsut Imazighen</i>)	62
5.5	Le printemps noir de 2001 (<i>Tafsut taberkant</i>)	63
6	L'Algérie officielle et les Berbères : entre exclusion et marginalisation	66
6.1	La berbérité – une menace pour l'unité nationale ?.....	66
6.2	Le statut du berbère en Algérie actuelle : le rapport alternatif de Tamazgha.....	67
6.2.1	La négation officielle et constitutionnelle	68
6.2.2	De la Constitution algérienne et la langue amazighe	69
6.2.3	L'alphabétisation, véritable instrument d'arabisation.....	70
6.2.4	Interdiction de prénoms amazighs (berbères)	70
7	Conclusion	72
	Ouvrages cités et consultés	74
	Annexes	82
1.	Les pays de l'Afrique du Nord englobant la berbérophonie (carte)	82
2.	L'Algérie et ses pays voisins (carte)	83
3.	Les dialectes berbères de l'Algérie (carte)	84
4.	Sammendrag (résumé en norvégien)	85

1 Introduction

Le 5 juillet 1962, l'Algérie devenait indépendante, après 132 ans de colonisation française¹. Dans le contexte de la reconstruction nationale, l'une des questions primordiales fut celle de la langue, étant donné que la langue est le lieu où s'exprime et se construit le plus profond de la personnalité individuelle et collective. Soucieux de restaurer l'identité arabo-musulmane dont les Algériens ont été privés pendant le siècle du régime colonial, l'État algérien a opté pour l'uniformisation de l'arabe standard moderne à l'échelle nationale, ne tenant pas compte de la diversité ethnique et du multilinguisme (arabe algérien, berbère, français et autres) qui caractérise le paysage linguistique de l'Algérie. La politique d'arabisation a été un obstacle à l'expression de la pluralité, et a provoqué de fortes révoltes notamment chez les groupes berbérophones, qui depuis longtemps ont été marginalisés et dénoncés comme un facteur de division de la nation algérienne par les courants arabistes. Un demi-siècle après l'indépendance, la question des langues en Algérie est toujours d'actualité. En fait, elle est considérée comme un élément important dans toute réflexion sur ce pays, car le clivage entre arabisants et francisants continue à nourrir des tensions entre les citoyens algériens d'origine arabe et berbère.

Dans ce mémoire, nous tenterons d'examiner les raisons qui ont justifié l'hégémonie culturelle de l'État algérien et sa volonté de limiter l'espace culturel à la sphère arabo-musulmane. Nous nous intéresserons à la politique linguistique et à ses impacts sociopolitiques sur la société algérienne, surtout en ce qui concerne la question de reconnaissance des droits des berbérophones.

La première partie de ce travail (chapitre 2) sera consacrée à la présentation des Berbères, de leurs origines et de leur présence actuelle. La deuxième partie (chapitre 3) sera une présentation de la situation sociolinguistique de l'Algérie, ainsi qu'une explicitation des enjeux symboliques, socioculturels et politiques qui tous ensemble définissent la politique linguistique. Dans le chapitre 4, nous proposerons quelques définitions du terme politique linguistique, avant de discuter la mise en application de ces mesures basée sur le fondement idéologique d'arabisation. Ensuite, le chapitre 5 portera sur le mouvement berbériste, opposé au mouvement arabo-musulman, et de la question berbère en Algérie. Avant de conclure,

¹ L'Algérie obtient son indépendance de la France le 5 juillet 1962, suite aux accords d'Évian du 18 mars de la même année, ce qui met fin officiellement à la guerre d'indépendance de l'Algérie (1954-1962).

nous discuterons des attitudes officielles de l'Algérie envers les Berbères, et nous étudierons un rapport dans lequel les droits linguistiques réels des Berbères algériens de nos jours sont traités.

2 Présentation des Berbères : origines et présence actuelle d'une minorité importante

Nous croyons avoir cité une série de faits qui prouvent que les Berbères ont toujours été un peuple puissant, redoutable, brave et nombreux ; un vrai peuple comme tant d'autres dans ce monde, tel que les Arabes, les Persans, les Grecs et les Romains (Ibn Khaldoun cité dans Servier 1990 : 5).

2.1 Origines et préhistoire des Berbères

Selon l'historien-philosophe Abderrahman Ibn Khaldoun (1332-1406)², il ne fait aucun doute que les Berbères sont présents en Afrique du Nord depuis les temps préhistoriques. (Chaker, dans Camps 2007 : 18). Ibn Khaldoun fait remonter l'origine de ce peuple jusqu'à Mazigh, fils de Canaan, et prend fermement position en faveur de ce qu'il appelle « le fait réel, fait qui nous dispense de toute hypothèse... », à savoir que : « les Berbères sont les enfants de Canaan, fils de Cham, fils de Noé, ainsi que nous l'avons déjà énoncé en traitant des grandes divisions de l'espèce humaine » (Ibn Khaldoun cité dans Camps 2007 : 43). Connus depuis l'antiquité pharaonique³ sous les noms égyptiens de Lebu, Tehenu, Meshwesh ou bien latins de Libyens, Maures, Gétules, Garamantes et plus tard Numides, les Berbères sont unanimement considérés par les historiens comme les populations autochtones du Maghreb⁴ (Boukous 2002 : 267).

² Abou Zeid Abd el-Rahman (ou Abderrahman) Ibn Khaldoun, juriste et grand penseur du XIV^e siècle, est considéré comme le précurseur de la sociologie moderne ou même de l'économie politique, et également comme l'un des plus grands historiens de tous les temps (Lacoste 2004 : 15). Arabe d'origine yéménite et de culture andalouse, Ibn (=fils de) Khaldoun (ou *Mmis n Khaldoun* en langue berbère) naquit à Tunis le 1^{er} Ramadan 732 (fin mai 1332) et mourut au Caire le 25 du mois du Ramadan 808 (le 16 mars 1406). « Sociologue » en avance sur son temps, Khaldoun a consacré sa vie à l'étude de l'histoire des Berbères, et son traité *L'histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale* (ou *Kitab al-'Ibar*), écrit en 1377, demeure notre principale source historique sur les peuples maghrébins (Servier 1990 : 15).

³ Marquée par un premier développement de l'écriture, l'Antiquité est la première des époques de l'histoire, suivant la période de la préhistoire (ou protohistoire), et précédant le Moyen Âge ou l'Époque moderne, selon différentes civilisations. Ainsi, le passage à l'Antiquité s'est produit à différentes dates pour chaque région du monde. En Afrique du Nord, la période de l'Antiquité débute au milieu du 1^{er} millénaire av. J.-C., et durera plus d'un millénaire, jusqu'à l'arrivée des Islamo-Arabs dans cette région. Pendant l'Antiquité, on y voit la naissance de grands royaumes maures et numides (berbères) indépendants. (Meynier 2007 : 35)

⁴ Le terme *Maghreb* (mot arabe signifiant « le Couchant ») désigne les pays où le soleil se couche, ou « l'Occident » arabe, en raison de sa position occidentale par rapport au centre du califat islamique. Le *Maghreb* englobe traditionnellement les trois pays d'Afrique du Nord-Ouest (le Maroc, l'Algérie et la Tunisie) appelés aussi *Petit Maghreb*. Il regroupe les pays arabophones centraux auxquels il faut rattacher la Mauritanie et la Libye depuis la fondation de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en 1989. Pour désigner l'ensemble des pays du *Grand Maghreb*, on ajoute aussi le territoire contesté du Sahara occidental, situé entre le Maroc et la Mauritanie,

2.1.1 Un nom mystérieux : Berbère ou Barbare ?

Étymologiquement, le sens du mot « berbère », dérivé du latin *barbarus*, du grec *barbaroi*, de l'arabe *barbar*, et enfin récupérée par les colonisateurs français sous forme de *berbère*, est « celui dont on ne comprend pas la langue » (Servier 1990 : 7). Le terme « berbère » est employé pour la première fois par les Gréco-Romains lors de la conquête de l'Afrique du Nord pour désigner les peuples qui leur étaient étrangers, et qui ne parlaient ni grec, ni latin, et donc perçus comme des « barbares » ou des « non-civilisés ». Comme le souligne l'historien-ethnologue-sociologue Jean Servier, il s'agit, bien entendu, d'une « appellation méprisante donnée par un vainqueur à un vaincu ou par un voyageur sûr d'appartenir à une civilisation supérieure. Ce n'est pas le nom qu'un peuple se donne à lui-même. » (*ibid.*)

Contrairement à cette appellation méprisante, les Berbères, au moins la majeure partie des groupes berbérophones, s'identifient eux-mêmes par le terme d'*Imazighen*, au singulier *Amazigh*, dont la signification est « hommes libres », ou, selon certaines sources, « hommes nobles »⁵, ce qui a évidemment un sens très différent. Le mot *tamazight* désigne leur langue maternelle (berbère), tandis que *Tamazgha* ou parfois *Tamourt imazighen* (qui veut dire « terre des hommes libres »), est la patrie à laquelle ils appartiennent, correspondant à la *Berbérie* en français.

Comme on verra ultérieurement dans ce chapitre, les dénominations *Amazigh/tamazight* sont non seulement des appellations ethniques bien attestées chez les autochtones depuis l'Antiquité, mais ont également gardé jusqu'à nos jours un sens symbolique pour les berbéristes⁶. Depuis un temps très récent, les termes *amazigh/imazighen* sont, en plus, généralement présents dans le discours officiel en Algérie et au Maroc.

et parfois aussi l'Égypte, situé dans la partie orientale de l'Afrique du Nord. Le *Maghreb* s'oppose au *Machrek* (« le Levant »), qui désigne l'« Orient » arabe s'étendant de l'Égypte à l'Irak en passant par la péninsule arabe.

⁵ Le terme *Amazigh*, au pluriel *Imazighen*, est probablement dérivé du mot berbère *aït*, qui veut dire « fils », et le nom propre *Mazigh* (« libre »), c'est-à-dire « fils de Mazigh », Mazigh étant le père ou l'ancêtre du peuple berbère, selon Ibn Khaldoun. On retrouve cet ethnonyme dans des sources de l'Antiquité, où les auteurs grecs et latins en donnent des formes multiples, en tant que nom de tribus indigènes de l'Afrique du Nord. Ainsi, on rencontre la même base [(A)mazik] avec ses variantes en faisant référence au groupe ethnique berbère, p.ex. *Maxyes* chez Hérodote et *Mazaces*, *Mazikes* etc. chez les auteurs de langue latine. Des auteurs aussi différents que Lucain (39-65 ap. J.-C.) et Corippus (écrit vers 550 ap. J.-C.) emploient même la forme *Mazax* pour désigner tous les habitants indigènes du Maghreb ! (Camps 1961 : 27-28) A l'heure actuelle, l'utilisation du terme *Amazigh/Imazighen*, avec ses variantes dialectales, est exclusive chez les berbérophones du Maroc central, les Chleuh et les Rifains. En dehors de ces régions, i.e. dans toute l'Algérie du Nord et le nord du Sahara, le terme *Amazigh* est inconnu dans la culture traditionnelle des berbérophones. C'est en particulier le cas en Kabylie, au Mzab et dans les Aurès (Chaker 1987 : 562-568). Cependant, depuis une date récente, le terme *Amazigh/Imazighen* est utilisé par plusieurs groupes berbérophones, les Kabyles inclus, en raison de la naissance d'un nouveau sentiment d'identité berbère.

⁶ « Berbériste » ou « berbérisant » sont des termes associés aux personnes ou groupes soi-disant pro-berbères, et surtout liés au Mouvement Culturel Berbère (MCB en abrégé). Né en Kabylie au lendemain du *Printemps Berbère* en avril 1980, au moment où la question berbère se pose avec une nouvelle intensité, instantanément le

Nous avons néanmoins choisi d'utiliser le terme « berbère » en faisant référence à la langue et au peuple autochtone en question. Il y a deux raisons à cela. Premièrement, par un souci de simplification, puisqu'il s'agit d'une dénomination bien établie en langue française, et même employée par certains « berbéristes », notamment Salem Chaker. Deuxièmement, le terme « berbère » est plutôt neutre et général, à la différence de « *tamazight* », qui pourrait aussi désigner l'une des tribus berbérophones spécifiques, et ainsi créer à une confusion inutile.

2.1.2 Les origines des Berbères

Quant aux origines, on considère que les *Imazighen* constituent un des peuples les plus anciens de l'humanité, et leur continuité culturelle en Afrique du Nord remonte à environ 10.000 ans. Dès la plus haute Antiquité, le pays actuellement connu sous le nom d'Algérie fut le berceau d'une civilisation berbère, bien que l'on considère que l'histoire algérienne ne commence officiellement qu'avec l'arrivée des Phéniciens, qui y fondèrent des comptoirs commerciaux au dernier millénaire avant notre ère. Au début de l'Antiquité, plus précisément au VII^e siècle av. J.-C., commencent à apparaître à travers le Sahara les caractères dits libyques, de ce qui est probablement l'un des plus anciens alphabets du monde. C'est à Dougga (en Tunisie actuelle) que l'on trouve la seule inscription libyque formellement datée : celle de la dédicace du temple élevé à la mémoire du roi Massinissa (*Masnsen* en tamazight), en l'an 10 du règne de son fils Micipsa (138 av. J.-C.) (Meynier 2007 : 29)⁷.

Considérée comme une langue de l'oralité, il pourrait, à première vue, sembler paradoxal que le berbère soit lié à un alphabet ancien. Toutefois, si l'on compare la culture libyco-berbère avec d'autres civilisations, on remarque que celle-ci n'a jamais accordé toutes les fonctions que d'autres sociétés ont associé à l'écriture. Par la forme géométrique de ses lettres (cercles, croix etc.), le libyque est avant tout une technique de gravure, propre à tracer

MCB revendique la reconnaissance officielle du pluralisme linguistique en Algérie, et ainsi des droits linguistiques et culturels de la minorité berbère. Son argument le plus important serait la consécration dans la Constitution algérienne d'un statut de langue non seulement nationale, mais aussi officielle pour la langue *tamazight*.

⁷ L'écriture *libyque* des *Imazighen* tire son nom de *Libye*, terme par lequel les Grecs désignaient l'Afrique, ou encore de *Lebou*, terme des pharaons pour désigner la partie occidentale de l'Égypte. Cette écriture alphabétique couvre une superficie allant du Nil occidental et de la Nubie à l'est jusqu'aux îles Canaries à l'ouest et de la Méditerranée au Sahel, autrement dit, correspondant à l'aire d'extension de la langue berbère. Écriture consonantique qui se lit de bas en haut, le libyque appartient à la famille linguistique afrasienne comme l'égyptien et le sémitique. Dès l'Antiquité, il existait non seulement un mais trois alphabets libyques : l'oriental, l'occidental et le saharien. Le libyque oriental, de 24 caractères, correspond aux territoires numide et massyle (Tunisie et Algérie de l'Est). La version occidentale, qui comprenait quelques signes supplémentaires, couvrait géographiquement le territoire massasyle et maure (Algérie occidentale et Maroc). L'alphabet saharien était utilisé, comme l'on croyait, sur toutes les régions sahariennes (Camps 2007 : 272).

un court message sur les supports disponibles, tels que pierre, bois ou métal, et par extension sable, étoffe et enfin papier. Représentées par des milliers d'inscriptions, antiques ou contemporaines, ces écritures n'ont jamais servi à fixer de longs textes (Galand 1998 : 593).

Cependant, tout ceci n'empêche pas que le libyco-berbère reste la seule écriture autochtone du Maghreb, dont la forme moderne résiduelle est le *tifinagh*, un alphabet conservé jusqu'à nos jours chez les Touaregs⁸. Cet ancien mode de transcription s'est établi comme une des preuves les plus indéniables de l'existence de la langue *tamazight* (et ainsi du peuple berbère !) en Afrique du Nord depuis des millénaires, et il est également devenu un symbole important de la culture propre des Berbères, et de la lutte pour la reconnaissance de leur langue et de leurs droits particuliers en tant que minorité linguistique au Maghreb. Le linguiste André Basset (1895-1956) exprime ainsi cette idée : « Si le libyque n'est pas une forme ancienne du berbère, on ne voit pas quand et comment le berbère se serait constitué. » (Camps 1981, non paginé).

2.1.3 Les légendes

La question des origines des Berbères (ou *Imazighen*) s'est néanmoins posée tout au long de l'histoire de l'Afrique du Nord, et a fait l'objet de nombreuses discussions, surtout politiques, concernant l'identité nationale, et cette question retrouve aujourd'hui son actualité en Algérie. Selon Salem Chaker, spécialiste de la langue et de la culture berbères, il existe bon nombre de légendes et mythes concernant les premières civilisations berbères: « Les sources latines les ont fait venir de Perse, les historiens arabes médiévaux de Palestine ou du Yémen, et les fumeuses théories coloniales du XIX^e siècle leur attribuaient volontiers des origines « européennes ». Ces théories s'avèrent erronées, et « tous les indices scientifiques, données archéologiques, anthropologiques, linguistiques et témoignages de sources anciennes (égyptiennes, grecques, latines...) convergent pour établir qu'ils y sont installés depuis des millénaires ».⁹

⁸ Population nomade du Sahara d'origine berbère, les Touaregs (de l'arabe *tawariq* : « les chemins »), sont entre 2 et 3,5 millions de personnes réparties entre l'Algérie, la Libye, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et le Nigeria. Ils seraient originaires du Maroc actuel, et auraient fui la percée de l'islam en se réfugiant dans le désert pour préserver leur langue, le *tamashek*. Les Touaregs ont été baptisés « hommes bleus » par les colonisateurs à cause du chèche bleu qui leur couvre le visage. Au XX^e siècle, les Touaregs connaissent plusieurs exodes, notamment en 1963 (quand certains quittent le Mali et se réfugient en Algérie), entre 1970 et 1985 (à cause des sécheresses qui les poussent vers l'Algérie et la Libye) et enfin entre 1985 et 1990 (quand l'Algérie expulse des centaines de familles touaregs). Aujourd'hui musulmans, leur organisation sociale est matrilineaire : les femmes ne sont pas voilées et sont propriétaires du bétail, et elles sont chargées de la transmission culturelle d'une génération à l'autre. (Sur et al. 2004 : 33)

⁹ Linguiste et professeur de berbère internationalement reconnu, Salem Chaker (né en 1950), est, entre autres, le fondateur et directeur du Centre de Recherche Berbère à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations

Dès la plus haute Antiquité, des récits circulaient sur les origines des habitants de l'Afrique. Le plus connu d'entre eux, une légende punique, nous est rapporté par l'historien latin Salluste (I^{er} siècle av. J.-C.)¹⁰. D'après des livres puniques attribués au roi numide Hiempsal (II^e siècle av. J.-C.), Salluste nous raconte :

Après la mort du demi-dieu en Espagne, les peuples orientaux enrôlés dans son armée se seraient mêlés aux autochtones : les Mèdes (ou Kurdes)¹¹ et les Arméniens aux Libyens¹² – dès lors confondus sous le nom de Maures –, les Perses (ou Iraniens) aux Gétules, dès lors dénommés nomades, puis Numides. Les Maures, déjà sédentaires, avaient édifié des villes, à la différence des Numides. Ces derniers se seraient finalement emparés de tout le pays jusqu'aux abords de Carthage (Salluste cité dans Meynier 2007 : 30).

La raison de l'apparition de ces légendes, se trouve être étroitement liée à l'histoire maghrébine de conquêtes et d'invasions étrangères. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que « chaque conquérant ait eu tendance à donner aux Berbères une origine qui légitimait sa domination sur l'Afrique du Nord » (*ibid.*).

En tant que partie centrale de l'Afrique du Nord, l'Algérie s'est vu envahie par plusieurs peuples au fil du temps, lors notamment des sept grandes invasions qu'elle a connues : à savoir celle des Phéniciens (Libanais, environ 1200-146 av. J.-C.)¹³, des Romains (l'an 146 av. J.-C.-439 ap. J.-C.), des Vandales (peuple germanique au V^e siècle, 439-533), des Byzantins (VI^e siècle, 533-647), des Arabes (VII^e siècle, plus précisément 670-702), des Ottomans (Turcs, XVI^e, 1515-1830) et finalement des Européens (Français et Espagnols aux XIX^e-XX^e siècles ; 1830-1962). Parmi ces nombreux conquérants étrangers, ce sont particulièrement les Arabes qui ont contribué à la transformation culturelle, et surtout religieuse, la plus durable de la civilisation autochtone. Pourtant, l'arabisation et l'islamisation de l'Afrique du Nord ne furent pas réalisées sans résistance, puisque les anciens Maghrébins étaient habitués à se défendre contre de multiples envahisseurs et colonisateurs.

orientales) de Paris. Ardent défenseur de la langue et culture berbères, il s'exprime ici dans une interview avec *Jeune Afrique*, le 17/11/2009 (Belmadi 2009).

¹⁰ L'historien latin Salluste (I^{er} siècle av. J.-C.), un grand plébéen romain raffiné et de bonne famille, fut le premier gouverneur de la *Provincia nova*, la future province romaine de Numidie (Meynier 2007 : 29).

¹¹ Les Mèdes étaient un peuple installé au sud de la mer Caspienne. Le royaume des Mèdes (VIII^e - VI^e siècle av. J.-C.) fut détruit par l'Empire perse au milieu du VI^e siècle. On considère que les Mèdes sont les ancêtres de la population kurde actuelle. En raison de facteurs géopolitiques, et de l'impérialisme occidental, ainsi que des politiques intérieures des États concernés, le pays des Kurdes, le Kurdistan, est actuellement divisé entre quatre États-nations du Moyen Orient : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Dans ces pays, les kurdophones vivent comme minorités ethniques et linguistiques. Par leur population de 30 à 40 millions de personnes au total, les Kurdes représentent le plus grand peuple ethnique au monde n'ayant pas son propre État. (www.kurdistan.no)

¹² « Libyens » fut, très généralement, la dénomination grecque pour les populations de l'Afrique du Nord. A ne pas confondre avec les habitants de la Libye actuelle.

¹³ Les Phéniciens, un peuple originaire du Liban, furent les fondateurs de Carthage en 814 av. J.-C.

2.1.4 La légende de Kahéna - un mythe ou une réalité ?

La Kahéna (de son vrai nom Dihya), est l'une des grandes figures de la résistance des *Imazighen* à la pénétration de la nouvelle religion islamique au VII^e siècle. La conquête de l'Afrique du Nord par les Arabes dura cinquante ans, depuis la fin de la première moitié du VII^e siècle jusqu'au début du VIII^e siècle. Les envahisseurs arabes rencontrèrent une résistance farouche du côté des autochtones berbères, et pendant la dernière phase de la guerre de conquête, de 685 à 700, les Berbères étaient conduits par une femme de la tribu des Djarawa (Ayoun 2004 : 78). Ce personnage, connu surtout sous le nom de Kahéna (ou Kahina, Dahya), aurait été une prophétesse ainsi que la dernière reine des Berbères des montagnes des Aurès, dans l'Algérie actuelle. Elle fait partie de la puissante tribu des Djeraouas, branche des Zenatas. Lorsque elle succède au berbère chrétien Koçaila (ou Koceila), elle lance contre les Arabes une guerre sans merci qui dévaste les villes et les cultures de Tripoli à Tanger Kateb (2004 : 11).

« Au commencement du Maghreb arabisé était la Kahina. Une femme berbère, dite reine, (qui) polarisa la résistance à l'envahisseur arabe » (Jurquet-Bouhoune et Jurquet 2007 : 24). Grâce à son excellente organisation militaire, Kahéna la berbère réussit à repousser les forces du gouverneur de l'Égypte de l'époque, Hassan Ibn Nu'man el-Ghassani, envoyées par le calife Abd el-Malik pour occuper les territoires encore libres qu'elle défendait. Pour décourager les nouvelles tentatives de conquête de ses ennemis, Kahéna pratiqua une stratégie de « terre brûlée ». Malheureusement, en l'an 700, à la suite de la trahison d'un de ses proches, et de la défection de certaines tribus, elle fut vaincue, tuée et, selon certains auteurs, décapitée. Avant de mourir, la reine Kahéna demanda à ses deux fils, aussi généraux de ses armées défaites, d'accepter l'autorité des vainqueurs et de se soumettre à leur religion, l'islam (*op.cit.* : 24). Bien qu'on ne sache avec certitude si ce récit sur Kahéna est historiquement correct, elle est néanmoins devenue une vraie légende pour les Berbères, et un symbole de la résistance contre l'arabisation.

2.2 Présence actuelle d'une minorité importante

La majorité des Maghrébins sont des Berbères arabisés (Salem Chaker cité dans Belmadi 2009, non paginé).

Populations autochtones du Maghreb, les Berbères sont actuellement minoritaires dans leurs pays natals de *Tamazgha* (terre des hommes libres), au sein des États-nations qui se sont

autoproclamés pays « arabes » et « musulmans » au lendemain de l'indépendance. Ce statut de minorité est, parmi d'autres facteurs, le fait d'un lent processus d'arabisation linguistique que le Maghreb a connu depuis le Moyen Age (Chaker 1989 : 1).

Quant à la démographie, la question qui divise les Algériens est la suivante : L'Algérie, est-elle au fond arabe ou berbère ? La réponse simple est qu'elle est les deux à la fois ; la nation algérienne est depuis très longtemps un pays pluriculturel, ayant une composante arabe et une composante berbère. Pourtant, cette question se trouve être très sensible, puisqu'elle touche au cœur du sentiment d'identité nationale. Comme nous en reparlerons ultérieurement plus en détail, la question de l'existence des Berbères ayant une langue propre, ainsi que le nombre des berbérophones, constitue en elle-même un enjeu politique majeur au Maghreb, et surtout en Algérie indépendante, où elle fait toujours l'objet de vives controverses.

En fait, les berbéristes tels que Salem Chaker n'hésitent pas à souligner que « la majorité des Maghrébins sont des Berbères arabisés » (Chaker cité dans Belmadi 2009, non paginé). Le géopoliticien Yves Lacoste, lui aussi, constate que le fond culturel du Maghreb est berbère, et si la majorité de la population parle aujourd'hui arabe (...), il s'agit pour l'essentiel de Berbères arabisés (Lacoste 2004 : 36).

Mais dans ce cas-là, si l'on prenait cette hypothèse comme point de départ, comment pourrait-on distinguer un Berbère d'un Arabe, en sachant qu'une vaste majorité des Maghrébins actuels se définissent en premier lieu comme Arabes ? S'il fallait faire une distinction pour identifier les « vrais » Berbères, il ne s'agit pas forcément d'opposition ethnique entre « Arabes » et « Berbères », mais plutôt entre arabophones et berbérophones. D'une manière générale, on pourrait constater que, tandis que la langue arabe est employée par la grande majorité des Algériens, la berbérophonie, quant à elle, ne concerne qu'une minorité de la population, ce qui fait qu'elle s'identifie comme berbère.

Donc, sur le plan socioculturel, le critère le plus évident, le plus indiscutable d'identification des populations berbères est celui de la langue. Non pas que d'autres traits socioculturels distinctifs ne puissent servir à une identification spécifique berbère, mais tous ces autres facteurs (la tradition orale, le patrimoine culturel, les particularités d'organisation sociale etc.) sont des paramètres moins importants dans ce contexte (Chaker 1998 : 16).

Identifiés donc par une pratique linguistique spécifique, les Berbères vivent à l'heure actuelle dans un immense territoire de l'Afrique du Nord, englobant une bonne dizaine de pays de l'ensemble Maghreb-Sahara-Sahel. A la différence des Touaregs, la plupart des groupements berbères sont sédentaires.

Quant à l'importance démographique, il est plutôt difficile de dénombrer l'ensemble des berbérophones avec exactitude, car il n'existe pas dans les pays concernés de recensements linguistiques systématiques et fiables. Premièrement, il y a le problème de la définition ethnique arabo-berbère dans une population algérienne largement mixte et métissée depuis des siècles, où la langue berbère en plus se trouve en position de régression sur le *marché linguistique*¹⁴. Longtemps marginalisés en tant que peuple, de nombreux Berbères ont dû abandonner leur langue au profit de l'arabe dans le processus de l'arabisation culturelle du Maghreb. Les causes de cette substitution linguistique sont multiples, mais il y a peu de doute que la domination symbolique qu'exerce la langue arabe dans les pays musulmans, c'est-à-dire le lien incontestable entre l'islam et cette « langue coranique », ait permis une valorisation de la langue arabe dans la société algérienne. En plus, la relation déséquilibrée entre ces deux langues est accentuée par le fait que le *tamazight* est une langue sans tradition écrite, et géographiquement pas très étendue (Chaker 2004, non paginé).

Le deuxième problème pour le recensement est lié à la tradition pratiquée par certains parents de ne pas enregistrer leurs enfants dès la naissance. Cette pratique serait assez habituelle dans les milieux ruraux.

Enfin, et surtout, on trouve une explication psychologique liée à la planification linguistique (l'arabisation) menée par les autorités algériennes pendant ces dernières décennies. Puisque les recensements sur une base linguistique, ethnique ou religieuse sont interdits en Algérie, il est malaisé de connaître le nombre exact d'arabophones et de berbérophones (Université Laval, fiche a). Pour le régime algérien, il semble que moins les Berbères sont présents dans les statistiques officielles, plus les Arabes ont un atout socioculturel, ce qui, par extension, pourrait servir à une justification de cette politique unilingue, très défavorable aux minorités linguistiques de ce pays. D'ailleurs, pour tout ce qui concerne la politique d'arabisation, on se reportera au chapitre 4.

En somme, tout essai de quantification des Berbères en Algérie, comme pour tout le Maghreb, ne peut donc être qu'approximatif. Pourtant, en tenant compte de l'ensemble des chiffres avancés par les diverses sources à partir des débuts de la présence coloniale française

¹⁴ Au domaine de la sociolinguistique, on parle souvent de *marchés linguistiques*. Ce terme est basé sur les réflexions de Pierre Bourdieu à propos de l'« économie des échanges linguistiques ». « La métaphore du marché, soit la circulation de biens produits et consommés, appliquée à la langue est pour le sociologue un moyen heuristique de mettre en évidence le « système des sanctions et des censures » qui régulent les interactions langagières » (Bourdieu cité dans Mathilde Dargnat 2006). Dans le contexte maghrébin, les données du *marché linguistique* sont un ensemble de variétés linguistiques hiérarchisées. Fondé sur les relations de dominance qu'entretiennent les langues en présence, ce marché linguistique est structuré de telle sorte que les langues non-maternelles, l'arabe classique et le français, occupent des places avantagées dans la hiérarchie des usages linguistiques, tandis que les langues maternelles, le tamazight et l'arabe dialectal, sont dépréciées.

jusqu'à nos jours, on peut raisonnablement estimer les berbérophones d'aujourd'hui à environ 25 % de la population en Algérie, selon Salem Chaker (2004, non paginé). Depuis janvier 2012, et alors que la population algérienne a dépassé les 37 millions d'habitants, il est très probable que le nombre de berbérophones soit compris entre 9 et 10 millions de personnes dans le pays. En ce qui concerne le Maroc, le professeur Chaker estime un pourcentage d'environ 40% de Berbères. C'est-à-dire qu'il y aurait entre 12 et 13 millions de berbérophones sur une population marocaine totale de 32 millions. En plus du Maroc (entre 12 et 13 millions) et de l'Algérie (entre 9 et 10 millions), qui sont de loin les deux pays qui comptent la population berbère la plus nombreuse, on trouve également des communautés berbérophones dans les États-nations suivants : en Mauritanie (400 000), en Tunisie (250 000), en Libye (200 000), dans les environs de l'oasis de Siwa en Égypte (15 000), et aussi de plus petits groupes dans des zones isolées du Mali, du Niger, et du Burkina Faso. On ajoute habituellement à ces groupes les Touaregs, des nomades de souche berbère, qui seraient environ 1 million à être répartis entre le Niger, le Mali et la Libye (Chaker 2004 : non paginé). Ces estimations sont corroborées par une étude française de l'année 2004 (Sur et *al.* 2004 : 32), qui estime à 30 millions le nombre total de berbérophones dans les pays maghrébins. Quoi qu'il en soit, il s'agit ici de chiffres minimaux que l'on peut considérer comme certains, et l'on ne peut exclure que le nombre total des berbérophones soit encore plus élevé. Suite à l'émigration, il convient aussi d'ajouter la nombreuse population résidant à l'extérieur du Maghreb, notamment en France, dans d'autres pays d'Europe occidentale, et en Amérique du Nord. En ce qui concerne la France, où l'immigration maghrébine est très ancienne et numériquement considérable, on estime que les Kabyles¹⁵ à eux seuls y représentent sans doute près d'un million de personnes (Centre de Recherche Berbère). En tenant compte de l'ensemble de ces chiffres, il est bien évident que « le poids démographique de la berbérophonie maghrébine est considérable : il ne s'agit pas du tout, du moins en Algérie et au Maroc, de minorités insignifiantes » (Chaker 1998 : 16).

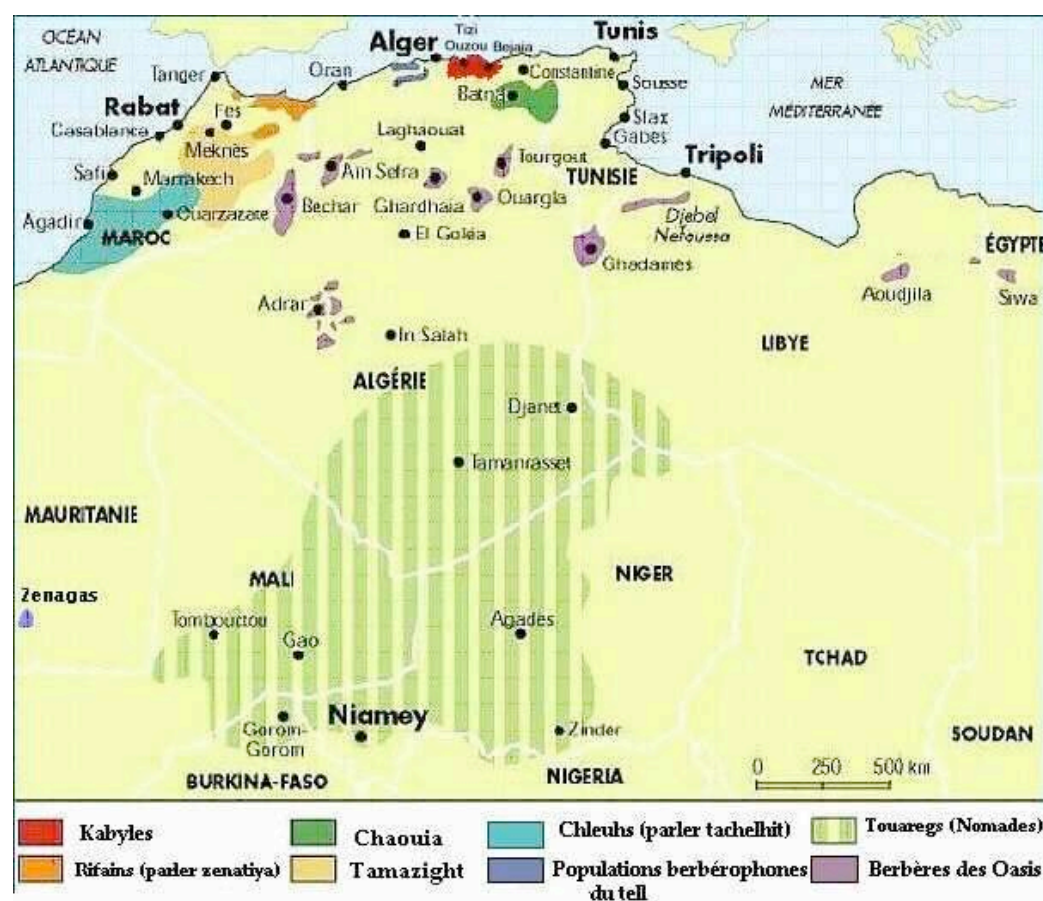
Peuple largement éparpillé, les Berbères subsistent à l'heure actuelle essentiellement dans les zones montagneuses ou désertiques, ainsi qu'autour des grandes villes du Maghreb (voir carte n°3 ci-dessous). Autrefois terre de grandes dynasties berbères, il n'y a plus de continuité linguistique entre toutes ces régions berbérophones. Par conséquent, tout en ayant la même langue maternelle et en parvenant facilement à l'intercompréhension, les locuteurs s'expriment dans des parlers variés selon les régions qu'ils habitent :

¹⁵ Les Kabyles sont des Berbères provenant de la région de Kabylie en Algérie.

Les quatre millions de Kabyles (30% de toute l'Algérie) parlent la taqbaylit, les Mozabites (de l'oasis du Mزاب) s'expriment en tamzabit, les Chaouïa de l'Aurès en tachaout ; la plupart des Touaregs sahariens parlent la tamachek ou la tamahaq en Algérie, ou d'autres langues encore comme au Mali, au Niger, au Burkina Faso ou en Libye. En Mauritanie certains parlent zenaga (arabo-berbère), tandis que dans les montagnes marocaines, les Chleuhs du Souss et du Haut-Atlas parlent la tachelhit. Plus au nord, dans le Moyen-Atlas, on s'exprime en tamazight¹⁶, et les Rifains parlent la tarifit (Lacoste-Dujardin 2001, non paginé).

Malgré cette situation d'extrême fragmentation géographique, voire linguistique, les berbéristes n'hésitent pas à souligner qu'il s'agit d'une (seule) langue berbère, divisée en dialectes (ensembles régionaux à l'intercompréhension immédiate), eux-mêmes composés de parlers locaux (correspondant largement aux anciennes unités tribales). Le professeur Chaker insiste même sur le fait que « s'il n'y avait pas fragmentation géographique de la berbérophonie, il y aurait déjà un État berbère en Afrique du Nord » (Chaker 1998 : 16).

Carte n°3 : dispersion géographique des berbérophones en Algérie et dans les pays voisins



Source: <http://www.inalco.fr/IMG/jpg/CarteBerberophonie.jpg>

¹⁶ Dans ce cas-là, il faut noter que le *tamazight* fait référence à l'une des variantes spécifiques du berbère. Donc, à ne pas confondre avec l'appellation commune de la langue berbère, elle aussi appelée le *tamazight*.

3 Langues et représentations identitaires en Algérie

La langue est le lieu où s'exprime et se construit le plus profond de la personnalité individuelle et collective. Elle est le lien entre passé et présent, individu et société, conscient et inconscient. Elle est le miroir de l'identité (G. Grandguillaume cité dans Benrabah 1999 : 19).

3.1 Panorama sociolinguistique des langues en Algérie

En observant les pays arabophones, et en particulier ceux de l'Afrique du Nord, ce qui nous frappe à première vue, c'est la situation linguistique très complexe qui caractérise cette région du monde. Les pays maghrébins sont cependant, à la différence de ceux du Moyen-Orient, tous marqués par un plurilinguisme tout particulier ; suite à leur patrimoine multiculturel et leur passé commun d'invasion et de colonisation étrangères. Linguistiquement, le Maghreb se distingue par un certain nombre de traits : à côté de la présence de la *diglossie*¹⁷ ou même *triglossie* (pour cette région c'est-à-dire deux, voire trois variétés de la langue arabe), une autre langue de prestige dispute son statut à l'arabe classique : le français. Toutefois, la langue maternelle de la majeure partie de la population est la langue dite arabe dialectale. En plus, en Algérie et surtout au Maroc, de considérables minorités berbères sont bilingues, en parlant leur langue maternelle *tamazight* et aussi l'arabe dialectal. A un moindre degré, on y pratique également des langues étrangères comme véhicules de connaissances¹⁸, notamment l'anglais et un peu moins l'espagnol, mais ces langues étrangères n'ont pas l'implication symbolique des autres langues.

Parlant de la situation sociolinguistique en Algérie, le docteur ès arabe Khaoula Taleb-Ibrahimi souligne que :

Les locuteurs algériens vivent et évoluent dans une société multilingue où les langues parlées, écrites, utilisées, en l'occurrence l'arabe dialectal, le berbère, l'arabe standard et le français, vivent une cohabitation difficile marquée par le rapport de compétition et de conflit qui lie les deux normes dominantes (l'une par la constitutionnalité de son statut de langue officielle, l'autre étrangère mais légitimée par sa prééminence dans la vie économique) d'une part, et d'autre part la constante et têtue stigmatisation des parlers populaires (cité dans Amara 2010 : 122).

¹⁷ Terme de la sociolinguistique, la *diglossie* se définit très simplement comme la coexistence de deux variétés d'une même langue, dont les fonctions sociales ou symboliques sont différentes, ce qui fait qu'on distingue une variété « haute » (ou standard), et une autre variété « basse » (Calvet 1999 : 44). Dans le cas du Maghreb, le terme de *diglossie* fait référence aux deux variétés de la langue arabe.

¹⁸ Par *langue véhiculaire*, on entend une « langue de communication entre populations de langues différentes ».

Cette complexité linguistique est, à juste titre, considérée comme un élément important dans toute réflexion sur l'Algérie, et surtout comme un facteur clé pour saisir à quel degré les enjeux symboliques, socioculturels et politiques définissent les conditions de la politique linguistique de ce pays.

Avant de nous plonger dans le processus de la politique d'arabisation, il nous semble pertinent de mentionner la politique de « francisation » (l'introduction du français) à l'époque coloniale. Dans le présent chapitre, nous donnerons une approche historique de la situation des langues en Algérie, et nous essayerons de définir les positions sociolinguistiques des trois langues principales (l'arabe, le français et le berbère) dans la société algérienne.

3.2 L'Algérie durant la période coloniale (1830-1962) : la « francisation »

Je regarde la propagation de l'instruction et de notre langue comme le moyen le plus efficace de faire des progrès à notre domination dans ce pays (le duc de Rovigo, gouverneur de l'Algérie 1832-1833, cité dans Benrabah 1999 : 44).

Avant de présenter la situation sociolinguistique pendant les années « françaises », permettons-nous de jeter un petit coup d'œil sur l'Algérie précoloniale. Mohammad Harbi nous a fait une description du paysage linguistique en Algérie à partir du XV^e siècle, une société dans laquelle les langues utilisées furent surtout l'arabe et le berbère :

Sur le plan linguistique, chaque groupe constituait sans entrave son unité, l'arabe étant la langue religieuse de tous. Dans les zones montagneuses, les langues berbères de caractère oral se présentaient comme un élément clé d'une appartenance collective et d'un refus des empiètements du pouvoir central (M. Harbi cité dans Benrabah 1999 : 39).

En juin 1830, lorsque les premières troupes françaises s'installèrent dans la ville d'Alger, débute une colonisation douloureuse de 132 ans qui changera la société algérienne définitivement. Bien que l'histoire plurilinguistique de l'Algérie, comme on le sait, ne commence pas par la colonisation française, il est évident que l'introduction de la langue et culture françaises sur cette terre a laissé une empreinte profonde dans l'identité algérienne, et qui perdure jusqu'à nos jours.

L'Algérie fut la première colonie française en Afrique du Nord¹⁹, et elle bénéficiait d'un statut particulier parmi les colonies maghrébines. La division, en 1848, du pays en trois

¹⁹ La prise d'Alger en 1830 marquera le début de la deuxième vague coloniale française (1830-1870), après une première tentative d'expansion coloniale à partir de 1534.

départements (Alger, Oran et Constantine), nous montre que la nation colonisatrice visait à administrer l'Algérie comme elle administrait la France métropolitaine. Au fur et à mesure, ce pays maghrébin devint une colonie de peuplement²⁰, la seule colonie française ayant statut d'un « département » français. Contrairement aux pays voisins, le Maroc et la Tunisie, considérés comme des protectorats, l'Algérie, quant à elle, fut considérée comme faisant partie intégrante de la nation française.

Dès le début, il était clair que la politique indigène avait un seul motif principal : l'assimilation. La mise en place du *Code de l'Indigénat*²¹, permit une discrimination juridique entre Européens et *indigènes* (aussi appelés « musulmans »). Afin de concrétiser les aspirations expansionnistes de la Troisième République, la France avait décidé de « désagréger » de façon irrémédiable l'organisation arabo-berbère sur place, et surtout détruire les fondements de l'identité algérienne basée sur les principes de la religion musulmane. Le colonisateur mit en application des mesures extrêmes en pratiquant

une guerre intensive à la culture et à la langue arabes, en traquant et en détruisant toutes les poches de résistance populaire et en interdisant toute tentative d'opposition à l'idéologie coloniale. L'administration française, soucieuse de son avenir et de sa pérennité dans ce riche pays nouvellement conquis, appliqua la politique de la terre brûlée (Queffelec et *al.* cité dans Mérouani 2009 : 29).

Côté linguistique, la nation colonisatrice n'hésita pas à imposer sa langue partout dans la société algérienne. En tant que langue officielle de la colonie, à l'exclusion de toute autre, le français gagna rapidement toutes les sphères sociales, administratives et autres. Dès 1881, la colonisation fut caractérisée premièrement par l'introduction du français dans les écoles, ce qui fut « le point de départ de la francisation de l'Algérie » (Mérouani 2009 : 29). Par *francisation*, du verbe *franciser*, on entend « le choix de la langue française (politique) et les efforts mis en œuvre pour encourager les pratiques en langue française (aménagement) »

²⁰ Une *colonie de peuplement* implique l'envoi de personnes vers la terre colonisée, afin d'établir une présence pérenne et autonome et d'y bâtir une société, ou autrement dit, une colonie destinée à recevoir de nombreux ressortissants de la métropole. Selon le CNRTL (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales), les colonisateurs français ont utilisé l'Algérie comme une colonie d'exploitation et de peuplement. Un million de colons, seuls citoyens à part entière, dirigeaient totalement la vie sociale, politique et économique.

²¹ Adopté en 1881, le *Code de l'Indigénat* (C.I.) fut en 1887 imposé à la totalité des colonies françaises. Destiné à faire régner le « bon ordre colonial », ce code distinguait deux catégories de citoyens : les *citoyens français* (de souche métropolitaine) et les *sujets français*, étant les Africains noirs, les Algériens etc. Les *sujets français* soumis au C.I. étaient privés de la majeure partie de leur liberté et de leurs droits politiques; ils ne conservaient au plan civil que leur statut personnel, d'origine religieuse ou coutumière. Par exemple, les Algériens musulmans n'avaient ni le droit de créer des partis politiques, ni de voter. En général, ce code assujettissait les autochtones et les travailleurs immigrés aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, aux réquisitions et à un ensemble d'autres mesures tout aussi dégradantes. Malgré l'abolition officielle du C.I. en 1946, les autorités coloniales d'Algérie réussirent à faire perdurer ce système d'inégalité pratiquement jusqu'à l'indépendance en 1962 (Université Laval, fiche b).

(*ibid.*). Cette politique de francisation provoqua l'effondrement progressif de l'arabe et bouleversa les normes culturelles des Algériens.

Avant l'arrivée des Français, tout enseignement était financé par les « *habous* », ce qui veut dire en arabe « les fonds religieux qui constituaient la source principale des revenus pour les institutions religieuses, y compris les écoles » (H. Chapan Metz, cité dans Langerová 2012). En 1843, lorsque l'État s'appropriâ les biens *habous*, commença le déclin du système éducatif algérien. Sous l'autorité de Jules Ferry, l'un des fondateurs de l'éducation moderne basée sur la laïcité, il y a eu, entre 1881 et 1882, promulgation des lois scolaires françaises dans le but d'assimiler les « indigènes ». Pour atteindre cet objectif, l'armée coloniale élimina presque toutes les écoles coraniques et les mosquées, et les établissements scolaires furent détruits avec acharnement (Imène 2009). Cependant,

les tentatives de scolarisation des « Indigènes » ne furent pas un grand succès car les musulmans fréquentant parallèlement le peu d'écoles coraniques qui restaient, et qui étaient subventionnées par les collectivités locales, ont commencé à boycotter les écoles françaises. En fait, beaucoup de parents musulmans, en colère contre les Français, qui taxaient leurs écoles coraniques d'« écoles du fanatisme », ont cessé d'envoyer leurs enfants aux écoles françaises publiques, ce qui a généré beaucoup d'ignorance et d'analphabétisme parmi la population musulmane (Mérrouani 2009 : 30).

En effet, le nombre d'enfants scolarisés restait très faible, un témoin nous raconte : « L'Arabe, en 1830, savait lire et écrire. Après un demi-siècle de colonisation, il croupit dans l'ignorance » (Benrabah 1999 : 51).

À partir de 1930, la langue du colonisateur était déjà présente dans tous les domaines de la société. Alors que le français fut décrété seule langue officielle en Algérie coloniale, la langue arabe, quant à elle, eut un statut beaucoup moins privilégié. Une loi de 1938 déclara, paradoxalement, l'arabe comme « langue étrangère en Algérie » (Arezki 2008) ! Cette erreur politique ne fut reconnue que deux décennies plus tard, par un décret du 25 juillet 1961, signé par le général de Gaulle, rendant obligatoire l'enseignement de la langue arabe dans les écoles du 1^{er} degré (Grandguillaume 1983 : 96).

L'un des auteurs les plus célèbres d'Algérie, le Berbère chaoui Kateb Yacine (1929-89), nous a parlé de cette situation linguistique, en nous expliquant son choix d'écrire en français :

Quand nous étions enfants qu'on le veuille ou non, c'est dans la langue arabe parlée que s'est façonnée notre sensibilité, que s'est façonnée notre façon de recevoir les choses. En somme, la langue c'est un second cordon ombilical qui nous relie à notre mère, c'est-à-dire l'Algérie. Mais l'enfant grandit, il lui faut aller à l'école française parce que la France domine depuis cent ans, parce qu'on parle français à la poste, pour prendre le tram, pour avoir un diplôme, pour travailler [...] Bon, on est obligé

de parler français. C'est une situation de fait, mais en écrivant français, j'ai mes racines arabes ou berbères qui sont encore vivantes. Le combat avec le peuple français, le vrai combat avec la France, c'est maintenant qu'il commence (Kateb cité dans Mignot-Lefebvre 1974 : 679).

À l'exception d'une petite élite bilingue (arabo-français) qui était « favorable aux idées occidentales », comme on le dit, la plupart des autochtones ont résisté au modèle d'éducation français, et ce jusqu'au début du vingtième siècle. Dans ce cadre-là, l'on peut constater le début de véritables conflits politiques entre, d'une part, les « francisants modernistes », et d'autre part, les « arabisants islamisants traditionalistes ». Cette situation favorisa, avec d'autres facteurs, le développement du nationalisme algérien, commençant par le dialogue et finissant plus tard par le déclenchement de la guerre de libération qui mena l'Algérie à l'indépendance.

3.3 La situation sociolinguistique après l'indépendance (de 1962 à nos jours)

À l'avènement de l'indépendance en 1962, la société algérienne fut donc largement « francisée ». À partir de la conquête française en 1830, jusqu'à l'indépendance, le français avait quasiment remplacé l'arabe comme langue de culture et d'administration ainsi que langue d'enseignement dans la communauté algérienne. Surtout à cause de cette politique de francisation, imposée dans tous les domaines de la société, l'Algérie restera le pays maghrébin le plus profondément marqué par l'emprise coloniale. Toutefois les langues parlées, c'est-à-dire les dialectes arabes et berbères, ont perduré pendant toute cette période. De ce fait, à partir de 1962, l'Algérie se présente linguistiquement comme un pays assez diversifié et complexe, caractérisée par la coexistence de plusieurs langues d'usage qui peuvent être divisées en quatre groupes :

- 1) La langue arabe classique (dite coranique, littéraire, littérale ou bien standard)
- 2) La langue française
- 3) La langue arabe parlée (dite arabe dialectal, maternel ou arabe algérien)
- 4) La langue berbère (dite *tamazight*)

Les deux premières (1 et 2), l'arabe classique et le français, sont des langues de culture, de statut écrit, tandis que l'arabe dialectal et le berbère (3 et 4) sont des langues maternelles qu'on parle dans la vie quotidienne ; à la maison dans les familles, entre amis, au marché ou

ailleurs. A de très rares exceptions, cette langue (ou ce dialecte) maternelle n'est jamais écrite. Il est d'usage d'ajouter un cinquième groupe linguistique, à savoir *l'arabe moderne*, une forme simplifiée de la langue arabe classique, qui est utilisée surtout dans les médias (la presse écrite, la télévision, l'internet etc.)

À partir de la première Constitution algérienne de 1963, l'arabe (classique) est défini comme la seule langue ayant statut de langue officielle et nationale en Algérie. Depuis la révision constitutionnelle de 2002, *le tamazight* (la langue berbère) est finalement reconnu comme langue nationale, mais n'a pas encore de statut officielle en Algérie.

Dans la suite de ce mémoire, par souci de simplification, nous utiliserons les termes *arabe classique*, *arabe moderne*, *arabe dialectal*, *berbère* et *français* pour ces langues utilisées en Algérie.

3.3.1 *Le concept de diglossie et les variétés d'arabe*

Dans les pays arabophones, le phénomène de *diglossie* est très répandu. Emprunté à la langue grecque, le terme de *diglossie* fut d'abord employé dans le sens de *bilinguisme*, c'est-à-dire de la coexistence de deux langues différentes. C'est le linguiste américain Charles Ferguson qui, en 1959, dans son article « Diglossia », établit ce concept (Calvet 1999 : 43-44). Selon la définition de Ferguson, on parle d'une situation *diglossique* ou de *diglossie* lorsque deux langues ou deux variétés d'une même langue coexistent dans une même communauté et sur un même territoire de façon relativement stable ; l'une occupant une fonction progressivement dominante par rapport à l'autre. Les fonctions sociales ou symboliques de ces deux variétés sont différentes, ce qui permet la distinction d'une variété « haute » (ou standard), et d'une autre variété « basse ». Dans l'imaginaire social, la variété « basse » est relativement peu estimée, tandis que la variété « haute » est sentie comme prestigieuse : c'est la langue de la culture, de la religion et du patrimoine littéraire. Pour certains, la diglossie doit forcément être conflictuelle ; pour d'autres, il y a diglossie même si les deux langues n'occupent pas les mêmes fonctions sociales et donc ne sont pas en compétition (Ferguson cité dans Dridi 2009 : 10).

Cette définition peut être appliquée au cas de l'Algérie, où la situation diglossique se traduit par l'opposition de deux, voire trois, variétés de la langue arabe. De façon réductrice, on peut dire que les arabophones disposent de trois « langues » ou plutôt variétés de langue différentes, qui sont les suivants : *l'arabe dialectal*, *l'arabe classique* et *l'arabe moderne (simplifié des médias)*. Selon la définition de Ferguson, l'arabe dit classique ou moderne est

considéré comme la variété « haute », tandis que l'arabe algérien dialectal représente la variété « basse ».

3.3.2 *La position de la langue arabe (classique) : une aspiration à l'enracinement*

L'Algérie est ma patrie, l'islam est ma religion, l'arabe est ma langue (Ben Badis cité dans Malika 2003).

Après son indépendance, l'Algérie s'est proclamée « une République démocratique et populaire », ainsi que « l'Islam est la religion de l'Etat (...) l'arabe est la langue nationale et officielle », tout comme elle fait « partie intégrante du Grand Maghreb » (Moatassime 1992 :17). Cette déclaration montre comment la religion et les institutions de l'État sont étroitement liées dans la plupart des pays musulmans.

Dans ce contexte, la langue arabe *classique* (dite aussi *fusha* ou *arabe littéraire*, *arabe littéral*, *arabe coranique*) occupe une place essentielle, étant la langue dans laquelle fut révélé le Coran au Prophète²², et donc symbole de la vieille tradition musulmane. Son caractère unitaire réside précisément dans le fait qu'elle n'est pas une langue liée à un seul État, mais qu'elle est considérée comme une expression commune à tout le Maghreb, sinon à tous les pays arabophones et musulmans (Didier 1998 : 20). Contrairement à la variété dialectale, qui est la langue maternelle parlée par une majorité de la population, l'arabe classique est une langue écrite que personne ne parle. Plus précisément, elle est utilisée dans les communications écrites ou orales formelles (comme dans des discours ou conférences), mais très rarement employée dans des conversations ordinaires. Toutefois, elle est enseignée depuis la première année de l'école primaire. Maîtrisée seulement par l'élite la plus scolarisée, il s'agit plutôt d'une langue savante qui est confinée à des domaines particuliers, essentiellement la religion, l'enseignement (de la religion) et l'administration. L'Algérien moyen est donc souvent incapable de saisir le sens réel des informations diffusées en arabe officiel, qui lui semble artificiel à l'oral, et qui ne correspond pas à sa véritable langue. Le célèbre humoriste et comédien algérien Mohamed Fellag illustre bien cette situation en citant sa mère, qui lui dit en entendant le président Bouteflika à la télévision : « Il a l'air bien ce monsieur, mais c'est dommage qu'il ne parle pas l'arabe ! » (Université Laval, fiche a).

Langue du Coran sacré, l'arabe dit classique n'a subi aucune modification notable au fil des siècles, ce qui fait qu'il est resté non seulement la langue de l'étude du Coran, mais aussi celle de la poésie et de la littérature arabo-musulmane ancienne (Mérouani 2009 : 24).

²² Pour les citoyens de l'islam, le Coran n'est pas l'œuvre de Mahomet, mais de Dieu même. Or il est le fondement et la norme de la langue arabe (Didier 1998 : 72).

Les locuteurs arabes natifs ont tendance à considérer cette variété « haute » de la langue arabe comme la « vraie » langue de prestige, comme plus claire, plus logique ou plus appropriée pour exprimer des pensées profondes, contrairement à la variété « basse » (dialectale) qui serait plus « inexacte ». Autrement dit, alors que l'arabe classique est perçu comme l'arabe le plus « pur », les dialectes sont condamnés comme des formes corrompues (Dridi 2009 : 11).

Au même titre, *l'arabe standard moderne* (ou *l'arabe « médiatique », arabe scolaire*) est une autre forme d'arabe qui s'impose progressivement comme moyen de communication écrit. À partir du XIX^e siècle, dans la période de la renaissance arabe, la langue arabe classique connut une évolution sous l'influence de courants modernes, qui progressivement forma une variété plus conforme aux conditions modernes que la variété classique. Elle est également le résultat de l'ouverture sur le soi-disant monde occidental et les sciences, notamment suite à la colonisation européenne. Forme intermédiaire entre la variété classique et dialectale, l'arabe standard moderne a même eu recours à l'emprunt aux langues étrangères européennes, à savoir le français et l'anglais, ce qui a permis une adaptation aux exigences de la vie moderne (Mérouani 2009 : 25). C'est cet arabe *moderne* qu'on retrouve dans la littérature actuelle, dans le journalisme, dans la presse écrite et télévisée, dans la justice, dans l'administration, et dans toutes les sphères politiques. Tandis que la variante *classique* est une langue écrite, jamais utilisée comme moyen de communication ou d'usage quotidien, la variante *moderne*, par contre, se trouve sous forme orale dans les médias et dans l'enseignement, reflétant la vie moderne, laïque et technique. C'est cette langue arabe, modernisée et adaptée à des usages profanes, qui sera la langue de l'arabisation.

Ce qui est intéressant de noter, c'est que dans les textes de lois, en faisant référence à « la langue arabe », il est rarement précisé de quel arabe il s'agit. « La langue arabe », qu'elle soit classique ou moderne, représente donc la variété « haute » comparée à l'arabe dialectal (la variété « basse »). Plus important, elle est la seule variété à jouir du statut de langue officielle et nationale en Algérie actuelle.

Suite à la politique de francisation pendant la période coloniale, la place de la langue arabe écrite fut réduite aux dépens de la langue française, déclarée seule langue officielle, ce qui entraîna une stagnation de son développement. Rappelons que « l'arabe littéraire avait un statut précaire dans l'Algérie française : il fut déclaré langue étrangère en 1938 » (Ayoub 2003 : 41). Par conséquent, dans la reconstruction nationale de l'Algérie indépendante, les chefs de l'État ont voulu remplacer la langue dominante, le français, par leur propre langue de culture. Dès son indépendance, l'Algérie a vu sa politique de francisation remplacée

progressivement par une politique d'arabisation postcoloniale. Cependant, à cause de la situation minorisée d'un arabe mal connu, cette tentative de restauration de la langue arabe comme « langue de la nation » constitue véritablement, comme nous verrons, le problème de l'arabisation.

3.3.3 *La position de la langue française : langue de nécessité et de l'ambivalence*

L'agent de modernité en Afrique du Nord était à l'origine la France. Je pense que l'impact de la culture française en Afrique du Nord est profond et permanent. Dans son cœur, le Nord-africain sait non seulement que Dieu parle arabe, mais que la modernité parle aussi français (Gellner 1973 : 19).

L'Algérie est, après la France, le deuxième pays francophone du monde, et pourtant elle est le seul pays maghrébin qui ne fait pas encore partie de la *Francophonie*²³. Comment expliquer ce paradoxe ? Pour saisir cette situation, il faut bien réaliser que la langue française en Algérie est l'objet d'une forte ambivalence, qui présente des aspects sociaux, culturels, politiques et identitaires. Jamais une langue n'a été tant aimée et tant détestée que ne l'est le français dans ce pays. Constituée par la France colonisatrice, l'Algérie se vit dénier le droit à une identité propre, car : « L'Algérie, c'est la France », fut le slogan pendant la période coloniale.

Comme nous l'avons dit précédemment, la présence du français dans ce pays maghrébin est une conséquence directe de la conquête française à partir de 1830, et depuis il fait partie du paysage linguistique algérien. Ainsi, on peut facilement envisager l'impact que cette langue européenne a eu sur l'identité algérienne. Seule langue officielle pendant le régime colonial, le français occupait une place quasiment exclusive au moment de l'indépendance. Le français est la langue dans laquelle furent fondées toutes les institutions, occidentalisant le pays et pour certains le modernisant, et, jusqu'en 1962, elle fut la langue de l'économie, de la culture, de l'administration et de l'enseignement. Bref, à l'indépendance, toute l'Algérie fonctionnait en français. La mise en place de la politique d'arabisation postcoloniale n'a jamais compromis l'usage du français, même si celui-ci perdit son statut de langue officielle.

²³ Le terme *francophonie* (avec une minuscule initiale) désigne, comme on pourrait croire, l'ensemble des peuples ou des groupes de locuteurs qui utilisent partiellement ou entièrement la langue française dans leur vie quotidienne ou dans leurs communications. Le terme *Francophonie* (avec une majuscule initiale), quant à lui, fait référence à l'ensemble des gouvernements, pays ou instances officielles qui ont en commun l'usage du français dans leurs travaux ou leurs échanges. Dans ce dernier cas, la *Francophonie* est associée à l'*Organisation Internationale de la Francophonie* (OIF) (Université Laval, fiche c).

Aujourd'hui, le statut *de jure* (juridique) du français en Algérie est celui d'une langue étrangère ayant un statut privilégié. Cela n'empêche pas que la langue de Molière en réalité tient une place forte dans la société. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la pratique du français parmi les Algériens n'a pas pris fin après l'indépendance, mais s'est au contraire renforcée pendant ces dernières décennies en raison de la généralisation de l'enseignement. En fait, « la connaissance du français s'est élargie à un nombre plus important de citoyens après l'indépendance, par suite de l'extension de la scolarisation, qui comporte l'enseignement du français dès le niveau primaire » (Grandguillaume 1983 : 12). Dans le système éducatif, il est enseigné à partir de la quatrième année du primaire. Il est question de le faire dès la seconde année, et de reprendre la formation d'enseignants du français, qui a été négligée depuis les années quatre-vingt. Dans le secondaire, elle tient sa place comme langue étrangère (au même titre que l'anglais), et dans le supérieur surtout dans les matières scientifiques. Elle est aussi pratiquée dans de nombreuses écoles privées, qui autrefois furent interdites (Grandguillaume 2008).

Il faut d'ailleurs signaler que l'opinion publique, parfois opposée à celle des hommes politiques, est favorable à l'enseignement du français, qui est perçu comme langue de promotion sociale et d'ouverture à l'Europe (Malika 2003, non paginé). L'apprentissage du français est toujours considéré comme la clé nécessaire pour poursuivre des études, surtout à l'étranger, ou pour trouver un emploi. Étant donné les liens historiques entre l'Algérie et la France, et l'émigration importante des Maghrébins vers cette dernière (beaucoup de familles algériennes ont des parents en France), la connaissance de la langue française est également associée pour les jeunes à l'espoir d'émigrer (Grandguillaume 2008).

Paradoxalement, le français en Algérie s'est beaucoup plus implanté de nos jours qu'il ne l'avait fait durant l'ère coloniale, bien qu'aucun texte ne lui soit consacré et malgré la politique d'arabisation. Un bon nombre d'institutions administratives, notamment celles des secteurs économiques et bancaires, continuent à fonctionner dans la langue de l'ancien colonisateur. Dans les médias, le français joue toujours un rôle important. Aujourd'hui, 75% des journaux édités dans le pays sont d'expression française, un taux plus élevé que pendant l'époque coloniale, et la capitale Alger à elle seule possède plus de six quotidiens francophones d'information politique. La chaîne III de la radio émet aussi en français, et la télévision algérienne d'État diffuse presque chaque soir des films ou des débats en langue française. Grâce à l'Internet et à la parabole, qui a permis de capter TF1, France 2 et TV5, les Algériens ont toujours accès à la culture française chez eux, ce qui réduit la distance entre les deux pays en favorisant le jumelage des cultures. En fait, selon un sondage de 2003 réalisé

par un institut national pour le compte de la revue *Le Point* auprès de 1400 foyers en Algérie, « le fait marquant à relever est que 60 % des foyers algériens comprennent et/ou pratiquent la langue française, soit plus de deux millions et demi de foyers représentant une population de plus de 14 millions d'individus de 16 ans et plus » (Arezki 2008 : 23-24).

Malgré sa place importante dans la vie quotidienne des Algériens, la francophonie n'est pas assumée officiellement du fait du lien toujours ressenti entre la langue française et la France dans sa réalité historique et politique :

Le français en tant que langue de l'ancien colonisateur a un statut très ambigu ; d'une part il attire le mépris officiel (il est officiellement considéré comme une langue étrangère au même titre que l'anglais), mais d'autre part, il est synonyme de réussite sociale et d'accès à la culture et au modernisme (D. Caubet cité dans Rahal 2001, non paginé).

Cette situation ambivalente est bien résumée ainsi :

En effet, la réalité empirique indique que la langue française occupe en Algérie une situation sans conteste, unique au monde. Sans être la langue officielle, elle véhicule l'officialité. Sans être la langue d'enseignement, elle reste une langue de transmission du savoir. Sans être la langue d'identité, elle continue à façonner de différentes manières et par plusieurs canaux, l'imaginaire collectif. Et sans être la langue d'université, elle est la langue de l'université. Dans la quasi-totalité des structures officielles de gestion, d'administration et de recherche, le travail s'effectue encore essentiellement en langue française (Rabeh Sebaa cité dans Neddar 2013, non paginé).

Bref, parler de « langue étrangère » quant à la langue française en Algérie serait inapproprié, en raison de son intégration dans la société algérienne et de son importance dans l'identité nationale.

3.3.4 *La position de la langue maternelle : la langue de la majorité silencieuse*

La langue c'est sacrée. C'est le lait maternel. Quiconque en arrive à oublier sa langue est mort en tant qu'être humain (Kateb 2004 : 44).

Existe-t-il une langue « algérienne » ? Tout d'abord, il faut préciser que la langue maternelle en Algérie est toujours un dialecte arabe ou berbère, une langue d'oralité. Tandis que l'arabe dialectal représente la langue de la majorité de la population, dans une proportion de 72 %, le berbère est la langue maternelle d'une minorité importante (Université Laval, fiche a). La coexistence ancienne entre ces deux langues au Maghreb, a fait que les dialectes arabes sont affectés structurellement par la langue berbère, à la fois phonologiquement et morphologiquement. Ajoutons que la présence de la langue française a contribué à la

« couleur locale » de l'arabe maghrébin, avec ses mots français empruntés. Car, à part sa présence directe, le français est également très présent dans le langage quotidien des Algériens, par son association aux autres langues parlées dans le cadre de ce qu'on appelle l'*alternance codique* (tirée de l'anglais « *code switching* »). Ce phénomène implique une alternance de plusieurs langues dans une même phrase, en l'occurrence l'arabe, le berbère et le français. Cette nouvelle façon de parler est devenue très caractéristique dans le langage quotidien, une particularité qui a créé une langue algérienne largement métissée. Voilà comment Mohamed Fellag décrit sa langue maternelle : « L'algérien de la rue est une langue trilingue, un mélange de français, d'arabe et de kabyle » (ibid.). Dans un entretien, il parle plus en profondeur de cette situation linguistique :

C'est ma langue le mélange des trois langues, c'est ma langue; c'est ça que je parle naturellement, et elle est comprise naturellement, parce que le public est comme moi, que ce soit au marché, dans la rue, dans le bus ou dans les milieux scientifiques, les gens parlent comme ça! [...] Moi, je suis contre tous les purismes, je suis pour le mélange, je suis pour l'utilisation libre de toute contrainte. Je ne suis pas linguiste, mais je pense que c'est comme ça que les langues sont faites, en se mélangeant à d'autres langues. Travailler ces langues, ça m'amuse aussi; c'est riche, on s'adapte tout de suite; un mot qui manque en arabe dialectal, hop! On le prend au français et on le conjugue en arabe, on le triture et on en fait un mot. Un ami kabyle m'a raconté une discussion sur la langue qu'il a eue avec sa mère; il lui disait: tu sais en kabyle il y a beaucoup de mots arabe et français ; par exemple, jami, c'est du français, et sa mère qui lui dit: «jami de la vie», jami, c'est du kabyle, je l'ai toujours dit; elle l'avait intégré (ibid.).

a) *L'arabe dialectal (dit arabe algérien, ou arabe populaire)*

Appartenant à la famille linguistique chamito-sémitique (ou afro-asiatique), la langue arabe est actuellement très répandue, et on estime environ 240 millions de locuteurs à travers le monde. On sait que l'arabe dialectal d'aujourd'hui résulte à la fois de la fragmentation de la langue arabe du VII^e siècle et de la fusion des autres langues provenant des conquêtes militaires et le métissage des plusieurs parlers (berbère, langues africaine et autres) au fil du temps (Université Laval, fiche d). Parmi les nombreuses variétés dialectales dans les pays arabophones, et selon la communauté, il est d'usage de distinguer quatre groupes principaux : a) le *maghrebi* (en Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Libye de l'ouest), b) l'*égyptien* (en Libye de l'est, en Égypte et au Soudan), c) le *levantine* (en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Palestine) et enfin d) l'*arabe de la Péninsule arabe et Golf* (en Irak, en Arabie Saoudite, au Yémen, en Oman, au Qatar, au Bahreïn, au Koweït et aux Émirats arabes unis) (Dridi 2009 : 11). Bien que l'accent puisse varier largement d'un pays à l'autre, les variétés régionales sont suffisamment proches pour permettre l'intercompréhension parmi les arabophones. De ce

fait, les Algériens arrivent très facilement à communiquer en arabe algérien avec les Marocains (arabe marocain), les Tunisiens (arabe tunisien) ou les Libyens (arabe libyen). Par contre, il leur est plus malaisé de se faire comprendre par les arabophones des pays du *Machrek*, tels que l'Irak, le Liban ou la Syrie.

En Algérie, la vaste majorité de la population est arabophone dans une proportion de 72 %, s'exprimant principalement en arabe algérien. Quand on parle d'arabe algérien, il faut se rendre compte qu'il s'agit de diverses variétés d'arabe local, puisqu'un arabe algérien unifié n'existe pas. Ainsi, on peut distinguer plusieurs dialectes du pays: l'arabe algérois (influencé par le berbère), l'arabe oranais (influencé par l'espagnol), l'arabe constantinois (influencé par l'italien), l'arabe tlemcénien (influencé par l'arabe andalou) et quelques autres. En fait, parmi les pays arabophones, l'Algérie est celui dont la composition linguistique est la plus diversifiée, avec des emprunts du berbère et du français notamment, ce qui a donné un dialecte arabe tout particulier, parfois appelé *wattani* (« l'arabe de la nation algérienne ») ou *darija* (« langue courante ») ou encore *maghribi* (Université Laval, fiche a).

Langue maternelle d'usage quotidienne, l'arabe dialectal est essentiellement une langue d'oralité non-savante qui en Algérie ne ressemble que de très loin, si ce n'est pas du tout, à l'arabe classique qu'on apprend à l'école. Officiellement, l'arabe dialectal n'est pas très prisé par le pouvoir, qui souvent le qualifie comme un « charabia », incapable de véhiculer une « culture supérieure » ou à être enseigné à l'école. Les textes officiels n'en font pas, ou rarement, mention. Voici ce que le critique littéraire égyptien Taha Husain écrivait, en 1993, à propos de l'arabe algérien : « Le dialectal ne mérite pas le nom de langue et ne convient pas aux objectifs de la vie intellectuelle » (*ibid.*).

Pareillement, le fondateur de l'association des oulémas musulmans algériens, Abdelhamid Ben Badis (1889-1940), associait l'arabe algérien à la langue du marché : « Le langage utilisé par les 'langues au marché', sur les chemins et tous autres lieux populaires fréquentés par la masse ne peut pas être confondu avec le langage des plumes et du papier, des cahiers et des études, bref d'une élite » (*ibid.*). Influencés par le nationalisme linguistique du Machrek, les nationalistes algériens souhaitent par ce genre d'énoncés, se distinguer des « gens du marché » pour montrer leur supériorité. La langue parlée algérienne s'est donc trouvée méconnue dans son propre pays, et, dans l'esprit des promoteurs de la politique d'arabisation, elle devait être remplacée par la « vraie » langue arabe dont elle ne représente qu'une version « fautive ». Le linguiste Gilbert Grandguillaume affirme la position faible des langues maternelles ainsi :

Si les tenants de l'arabisation s'opposent à la langue française, ils combattent non moins vigoureusement les langues maternelles, arabes et surtout berbères. Leur emploi est proscrit dans les médias et l'expression publique, mais aussi à l'école. Le but de la pédagogie est de substituer la langue arabe classique aux langues parlées [...] Si ces instructions assurent une survie aux parlers arabes, sous réserve de leur « normalisation », elles visent à l'extinction des parlers berbères (Grandguillaume 2006 :10).

b) Le berbère (le tamazight)

La langue berbère sous ses variétés diverses est la langue maternelle parlée par une minorité importante de la population algérienne. Langue autochtone du Maghreb avant la conquête arabe du VII^e siècle, elle jouit encore aujourd'hui d'une grande vitalité ethnolinguistique et demeure « un élément constitutif fondamental de la réalité linguistique algérienne, au même titre que l'arabe dialectal et le français » (Queffélec et *al.* 2002, cité dans Mérouani 2009 : 26). De nos jours, le berbère (ou *tamazight*) est principalement parlée en Kabylie (dans sa variante la plus répandue d'ailleurs, le *kabyle* ou le *taqbaylit*), dans les Aurès (le *chaouiïa* ou le *tacawit*) et dans le Mزاب (le *mozabite*), mais aussi dans d'autres régions du Sahara, du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne.

La situation sociolinguistique du berbère a connu de grands changements à travers les âges. Si, dans l'antiquité, cette vieille langue africaine a su résister aux conquêtes phéniciennes et romaines, elle ne cesse depuis le VII^e siècle de l'ère chrétienne, de reculer devant l'arabe, la langue de l'islam, auquel les Berbères s'étaient convertis en masses. Malgré quatorze siècles de présence arabe et d'un lent processus d'arabisation culturelle, la langue berbère a su se maintenir, notamment dans les zones rurales et dans les montagnes. De longue tradition d'oralité, le berbère est confiné à l'usage oral dans l'espace personnel, c'est-à-dire en famille, entre amis et dans la rue. Les Berbères sont majoritairement bilingues, parlant sa langue maternelle, le tamazight, et aussi l'arabe dialectal. Ceux qui sont scolarisés, c'est-à-dire la deuxième et la troisième génération (depuis l'indépendance de l'Algérie) sont même quadrilingues, parlant le tamazight, l'arabe standard, l'arabe dialectal et le français (Mérouani 2009 : 26).

Officiellement, la langue berbère a été, tout comme l'arabe dialectal, méprisée par le gouvernement algérien. Dans les pays maghrébins, toute référence à l'identité berbère a été, très explicitement, considérée comme un facteur de division, comme des risques potentiels pour l'unité nationale, et donc fortement réprimée. Langue maternelle de millions d'Algériens, le berbère n'a pas possédé, jusqu'à très récemment, aucun statut officiel en Algérie, et le mot « berbère » lui-même était longtemps banni des médias. En conséquence, le

berbère ne bénéficiait d'aucune forme de reconnaissance institutionnelle et était exclu de tout le système éducatif avant 1995 (Tamazgha 2007 : 4). Cette situation d'exclusion a eu pour conséquence directe, notamment en Algérie, le déplacement massif de l'activité berbériste algérienne vers la France, surtout à Paris. En fait, pendant ces trente dernières années, la majeure partie de la production de la langue berbère et sur la langue berbère a été réalisée en France, ce qui a évidemment marqué la production culturelle.

Les capacités de résistance face à l'arabisation culturelle et face à la politique d'arabisation étatique sont différenciées selon les régions. Selon le poids démographique, l'expérience politique et le degré de prise en conscience identitaire, la langue berbère s'est vu, d'un côté, menacée de disparition (dans les régions fortement arabisées) ou, contrairement, elle a manifesté une forte résistance et un réel dynamique, comme en Kabylie (Chaker 2004, non paginé). À partir des années 1980, les berbérophones de l'Algérie ont commencé à revendiquer auprès du gouvernement non seulement la reconnaissance du statut du tamazight, mais aussi son enseignement. Grâce à la pression du Mouvement Culturel Berbère (le MCB) et suite aux grèves générales et le boycott scolaire de 1994, des négociations entre ce premier et le gouvernement ont abouti à la création du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), dont la mission fut l'introduction du tamazight dans le système scolaire algérien. L'amendement de la Constitution de 2002 est la première fois qu'un document officiel fait référence au tamazight comme une composante linguistique de l'Algérie, en tant que langue nationale. En comparaison, le tamazight, et plus particulièrement la variante *tamacheq*, est déjà langue nationale au Niger et au Mali depuis les années 1960, il est reconnu langue régionale d'Espagne (province de Melilla et Ceuta), et il est également reconnu langue (non-territoriale) de France depuis le rapport Cerquiglini (1999). Aujourd'hui, le Maroc est le seul pays maghrébin qui, à partir de l'adoption de sa nouvelle constitution de 2011, donne le statut de « langue officielle » au berbère à côté de l'arabe.

4 Le concept de politique linguistique et son application en Algérie

Nous sommes des Arabes, des Arabes, des Arabes !
L'Algérie est un pays arabe et musulman.
On ne le dissociera pas du reste du monde arabe (Ben Bella, 1962). ²⁴

Les Algériens se sont voulus plus arabes que tous les Arabes
(Grandguillaume cité in Benrabah 1999 : 132).

4.1 « Politique linguistique » ou « aménagement linguistique » ?

Afin de pouvoir parler du processus même de la politique linguistique en Algérie, il faudra d'abord préciser de quoi on parle. Qu'est-ce qui se cache sous l'intitulé *politique linguistique* ?

En abordant ce concept, il faut se rendre compte qu'il existe une multitude de définitions dans la constellation conceptuelle *politique/ planification/ aménagement linguistiques* et voire *glottopolitique*, sans que ces termes ne soient synonymes. En fait, suite à une confusion habituelle entre les termes *politique linguistique* et *planification linguistique*, même les auteurs du domaine sociolinguistique les abordent avec une certaine précaution, et par conséquent, donner des définitions précises n'est pas forcément aisé. Cette tendance est décrite ainsi par C. Baylon :

L'expression « planification linguistique » est le plus souvent utilisée avec celle de « politique linguistique » tantôt elles sont considérées comme des variantes d'une même désignation, tantôt elles permettent de désigner deux niveaux de l'action du politique sur la/les langue(s) en usage dans une société donnée (Baylon cité dans Chemakh 2011: 16-17).

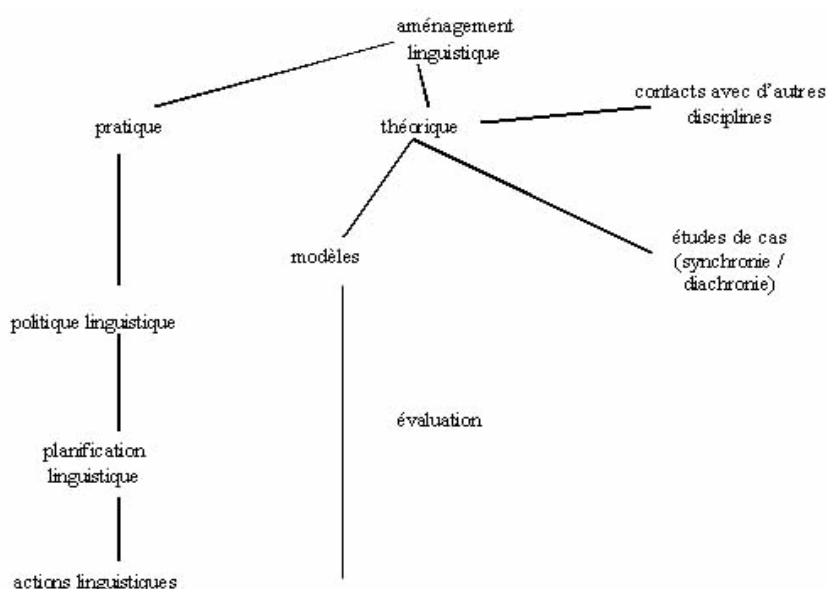
Les origines de cette terminologie datent de 1959, lorsque le linguiste américain Einar Haugen lance le terme « language planning » pour désigner les efforts de standardisation linguistique menés en Norvège. En français, « language planning » est traduit littéralement par « planification linguistique », qui désigne « [...] tout type d'intervention sur le système linguistique et une discussion des problèmes de standardisation du code lui-même » (Haugen cité dans Mérouani 2009 : 11).

²⁴ Ahmed Ben Bella, le premier président de l'Algérie indépendante, dans son discours à l'aéroport de Tunis le 14 avril 1962 (la-Kabylie.com le 11/04/12)

À partir des années soixante-dix, le terme utilisé par Haugen se voit concurrencé par les termes « normalisation linguistique » (Aracil 1965, pour le domaine catalan, cf. Boyer, année inconnue) et « aménagement linguistique » (Corbeil 1980, pour le domaine québécois-francophone, *ibid.*), qui généralement ont été utilisés comme synonymes. Ce dernier terme fut par la suite employé un peu partout dans les pays francophones (Mérrouani 2009 : 11).

Quant à la *glottopolitique*, il s'agit d'un élargissement de la qualification afin d'« englober tous les faits de langage où l'action de la société revêt la forme du politique » (Guespin et Marcellesi 1986, cité dans Boyer, année inconnue). Toutefois, puisque ce terme n'est pas vraiment d'usage courant chez les théoriciens, nous n'y ferons plus référence.

En ce qui concerne la terminologie courante, on observe une tendance forte à converger vers une conceptualisation qui distingue *politique* et *planification*, voire qui les englobe dans l'*aménagement*, comme dans le schéma ci-dessous :



Source : <http://www.cahiersdugepe.fr/index.php?id=898>

Selon ce schéma, nous voyons donc que le concept « aménagement linguistique » est subdivisé en deux branches, à savoir une branche théorique et une autre pratique, et que cette dernière, c'est-à-dire les actions, englobe d'abord « politique linguistique », qui ensuite nous mène à la concrétisation de la « planification linguistique ».

Le sociolinguiste L. J. Calvet, de son côté, nous propose une définition plus précise et détaillée de ces termes. D'une part, il définit la **politique linguistique** comme « l'ensemble des choix conscients effectués dans le domaine des rapports entre langue et vie sociale, et

plus particulièrement entre langue et vie nationale », et, d'autre part, la **planification linguistique** sera « la recherche et la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'application d'une politique linguistique » (Calvet 1999 : 154-155).

Selon cette définition de Calvet, la *politique linguistique* apparaît donc comme liée à l'État : la décision de l'État constituant des choix (de politique linguistique) concernant les rapports entre langue(s) et vie sociale. De l'autre côté, la *planification linguistique* sera la mise en pratique concrète de ces choix, le passage à l'acte en quelque sorte. Donc, si le concept de *planification linguistique* implique celle de politique linguistique, la réciproque n'est pas vraie. En effet, Calvet souligne davantage que les politiques linguistiques non appliquées ne sont pas pour autant à négliger, car toutes ne relèvent pas de la même instance fonctionnelle, et il faut donc distinguer entre « **fonction pratique** » et « **fonction symbolique** » :

Lorsqu'un État nouvellement indépendant décide de prendre comme langue nationale une langue locale, cette décision sera considérée comme pratique pour autant qu'elle sera suivie d'une planification qui introduira cette langue à l'école, dans l'administration etc., jusqu'à ce que la langue coloniale soit remplacée par elle dans tous les domaines de la vie nationale. Mais la même décision sera considérée comme symbolique, soit si elle n'est jamais appliquée, soit si elle ne peut pas l'être dans un premier temps Calvet (1999: 156).

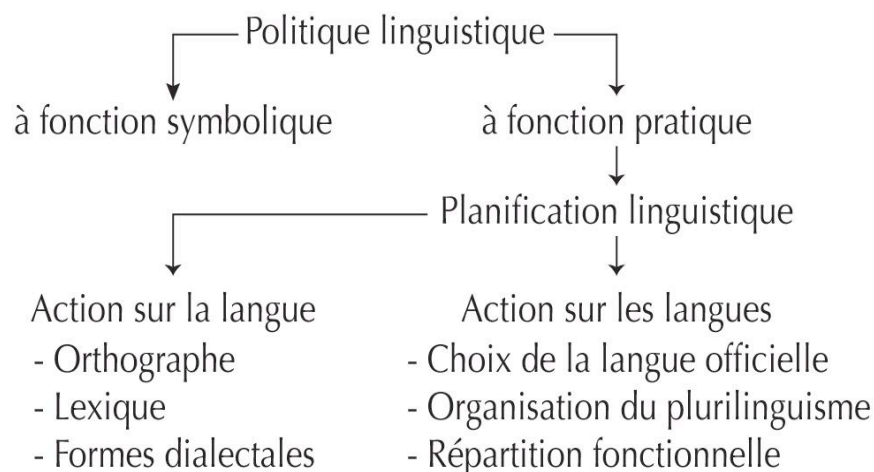
Enfin, Calvet nous propose un troisième couple, ce qui nous aidera à mieux présenter et analyser les différents types de politique linguistique : d'une part « **l'action sur la langue** » et d'autre part « **l'action sur les langues** ».

Dans le premier cas, c'est-à-dire *l'action sur la langue*, la politique linguistique (et, à son tour, la planification) peut se donner pour but d'agir sur la forme même de la langue, autrement dit de normaliser la langue nationale. Une telle intervention peut se traduire à trois niveaux différents : 1) au niveau de la graphie (modification de l'orthographe ou changement d'alphabet), 2) au niveau du lexique (création de nouveaux mots, soit par emprunt, soit par néologie), 3) au niveau des formes dialectales (choix d'une des formes régionales pour en faire la norme nationale).

Dans le deuxième cas, *l'action sur les langues*, la politique linguistique intervient sur les rapports entre les langues dans les situations plurilingues, pour choisir une langue nationale parmi plusieurs langues en présence, aménager un plurilinguisme régional, décider des langues d'enseignement, de communication médiatique etc. Il se peut aussi que ces deux types d'actions s'enchâssent les unes dans les autres, de façon qu'une intervention sur les

langues mène à la promotion d'une langue nationale sur laquelle la politique aura ensuite une action normalisatrice (Calvet 1999 : 157).

Ces différentes définitions peuvent se résumer dans le schéma suivant :



Source : <http://www.cnplet.net/file.php/1/revues/3.html>

Parallèlement à ces définitions de Calvet, les sociolinguistes parlent souvent de deux formes principales d'aménagement linguistique, à savoir « **l'aménagement du code** » et « **l'aménagement du statut** ». En ce qui concerne le premier, l'aménagement du code linguistique (corpus planning), a pour objectif le développement d'une variété de langue, souvent pour la standardiser. Cette politique peut prendre différentes formes, à titre d'exemple : la purification de la langue des emprunts des autres langues (comme ce fut le cas en Algérie) ; la modernisation du lexique et la revitalisation de la langue. La modernisation linguistique impliquera un ensemble de mesures afin de rendre la langue plus fonctionnelle, et se pratique par une création lexicale, une réforme orthographique ou bien une standardisation des dialectes (Mérrouani 2009 : 13). Dans le deuxième cas, l'aménagement du statut d'une langue concerne l'ensemble des mesures qu'un État décide d'adopter pour attribuer un statut spécifique sur son territoire. Une langue peut avoir un bon nombre de statuts différents : langue officielle, nationale, régionale, étrangère ou privilégiée (Mérrouani 2009 : 13). Il peut même arriver, dans certains cas, que les groupes sociaux n'aient pas tous un accès égal à la langue officielle ou nationale, ce qui peut entraîner l'élargissement du fossé déjà existant entre l'élite du pays (ceux qui maîtrisent cette langue) et les autres. Dans ce contexte, le rôle de l'école est indispensable, puisqu'elle encourage l'apprentissage

académique à travers la langue officielle, sans tenir compte des langues nationales. L'expansion d'un code standardisé se fait donc naturellement à travers l'école, un lieu apte à encourager l'uniformisation non seulement de la langue, mais aussi de la culture et de l'idéologie (*ibid.*).

En résumé, et en reprenant les arguments et les définitions de Calvet, nous avons choisi d'utiliser le concept de *politique linguistique* pour désigner les choix (ou la politique) délibérée d'un État national (ici l'Algérie) en matière de gestion de la/les langue(s) dans un territoire donné. Dans un sens élargi, ce terme peut également faire référence à l'action politique des regroupements politiques (par ex. mouvements culturels, partis) en faveur de la promotion d'une langue qui est dans la plupart des cas minorée par l'État (ici les langues maternelles, arabe dialectal et surtout berbère).

Ensuite, nous définissons *planification linguistique* comme la mise en œuvre de cette politique linguistique, et enfin, par *aménagement linguistique*, nous entendons l'ensemble des actions relevant des planifications de statut et de corpus de la langue.

4.2 Pourquoi l'aménagement linguistique ?

Le phénomène de l'aménagement linguistique débute au 18^e siècle avec la montée du nationalisme et l'établissement de frontières géopolitiques, la course au pouvoir et l'unification linguistique. Avec le nationalisme, on a également vu naître l'idée de « langue nationale », qu'on peut définir ainsi :

Une langue nationale [...] serait une langue utilisée par une majorité ou une minorité d'individus au sein d'une même nation, c'est une langue généralement orale et véhiculaire et a une forte connotation identitaire ; elle peut être écrite, mais elle n'est pas le moyen de communication écrite des instances officielles, surtout de l'administration (Hariri, année inconnue).

En effet, la définition d'une *langue nationale* se distingue essentiellement d'une *langue officielle* au niveau juridique :

Une langue officielle est une langue qui est spécifiquement désignée comme telle, dans la Constitution ou les textes de loi d'un pays, d'un État ou d'une organisation quelconque. Elle est le moyen de communication écrite des instances officielles et de l'administration (*ibid.*)

Selon ces deux définitions, il est clair que la langue officielle est mentionnée dans la Constitution ou les lois du pays en tant que telle, alors que la langue nationale ne l'est pas. Néanmoins, pour des raisons politiques généralement, il y a quelques nations, parmi

lesquelles l'Algérie, qui ont franchi ce pas et mentionné dans leur Constitution l'existence des langues nationales aux côtés de la ou les langue(s) officielle(s). Dans le cas de l'Algérie, seulement la langue arabe (classique) a le statut juridique de « langue officielle et nationale » dans la Constitution. Depuis 2002, la langue tamazight est également reconnue comme langue nationale, mais pas officielle, en Algérie.

C'est donc dans le contexte d'unification des langues que les États imposent des « politiques linguistiques » dans la volonté d'établir la suprématie d'une variété de langue, généralement celle de l'élite, afin d'en faire la langue de la nation (Mérrouani 2009 : 10). À titre d'illustration, on peut mentionner « le modèle français », qui a inspiré plusieurs pays, dont ceux du Maghreb. Après la Révolution, la France, qui a voulu se débarrasser de tous les particularismes régionaux pour unifier la langue, a opté pour la centralisation et la standardisation d'une seule langue dominante (le français), dont le développement se trouve sous la protection de l'Académie française.²⁵ L'aménagement linguistique est donc un domaine généralement étatique, puisque c'est l'État qui a le pouvoir et les moyens de passer au stade de la planification, et aussi d'intervenir pour assurer la planification institutionnelle, ou autrement dit, d'aider les institutions (scolaires et autres) à respecter leurs obligations en vertu des lois linguistiques en vigueur (Mérrouani 2009 : 11).

Si, au départ, la politique linguistique ne s'intéressait qu'à la normalisation et la standardisation de la langue, elle s'applique également, au cours de son évolution, à la forme et au statut que peuvent revêtir les langues (Chafika 2012 : 40).

Dans cette nouvelle perspective, la langue est conçue comme le lieu où s'exprime et se construit la personnalité individuelle et, par extension, la personnalité collective. Ainsi, la langue représente non seulement un élément indispensable de notre identité, mais elle est aussi un facteur d'une portée significative sociale et politique non négligeable. De ce fait, pour construire (ou reconstruire) l'identité d'un État-nation, il faudra intervenir sur la planification linguistique de sa société.

²⁵ Du haut Moyen Âge au début du XVII^e siècle, le français passe lentement de l'état de langue du vulgaire (ou vernaculaire) à celui de langue égale en dignité au latin. L'Académie française, créée en 1635, est une institution chargée de définir et protéger la langue française, ayant une mission claire : « La principale fonction de l'Académie sera de travailler avec tout le soin et toute la diligence possibles, à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences » (Article 24 des statuts) (Académie française).

4.3 Le fondement idéologique de l'arabisation en Algérie

L'objectif de ce sous-chapitre est de présenter le cadre historique ou le contexte dans lequel se sont opérées les politiques linguistiques en Algérie. Nous allons, tout d'abord, donner un portrait de la situation sociale et politique en Algérie à l'indépendance. Ensuite, nous tenterons d'expliquer les choix de la politique linguistique algérienne (l'arabisation), basée sur un fondement idéologique (le nationalisme arabe). Enfin, nous allons discuter les événements principaux de la mise en application de cette politique d'arabisation, à partir de 1962 jusqu'à nos jours.

Le 5 juillet 1962, l'Algérie accéda, dans un climat de guerre civile et de luttes féroces pour le pouvoir, officiellement à l'indépendance. Après 132 ans de colonisation française, les Algériens étaient prêts à gérer leur propre pays, et ils s'engageaient dans la construction d'un État moderne et nouveau pour devenir une nation à part entière. Cependant, pour les décideurs du pouvoir algérien, la situation politique fut extrêmement difficile, car, à l'indépendance, le pays souffrait de lourds handicaps. Sur le plan social, plus de 40% de la population vivait dans la misère la plus totale, et le taux de chômage et d'analphabétisme²⁶ était très élevé. La guerre de libération fut meurtrière et longue (près de huit années)²⁷ et coûta très cher au pays, à cela s'ajoutèrent le départ des « pieds-noirs » (Européens d'Algérie) et le retrait de la France. Une guerre civile prolongée sera évitée de justesse (Stora 1994 : 8).

Outre ces aspects sociaux et politiques, le pays en tant que nation indépendante souffre d'un grave problème identitaire. Alors que les deux pays voisins avaient pu conserver des repères d'identité (sultanat au Maroc et beylicat en Tunisie) jusqu'à l'indépendance, l'Algérie a vu son identité gommée par la colonisation. Le nom même d'Algériens annexé par les colons, le seul repère des citoyens fut de se considérer comme musulmans (Grandguillaume 2004 : 4).

Donnée constante de la politique coloniale, cette hostilité de la part des Français à l'islam et à la langue arabe avait profondément marqué la conscience identitaire de l'Algérie, au point de devenir une composante de base de l'idéologie nationaliste, qui avait vu le jour dans les années trente (Grandguillaume 2002, non paginé). L'historien Mohamed Benrabah résume ainsi cette situation : « Au lendemain de l'indépendance, il s'avère que la masse des problèmes est énorme. Au-delà des problèmes économiques et sociaux, se profilent des

²⁶ Selon Mohamed Harbi, 85% de la population algérienne était analphabète en 1954, et la situation demeurera jusqu'à l'indépendance (Harbi cité dans Benhadjoudja 2012, non paginé).

²⁷ La guerre d'indépendance de l'Algérie dura de 1954 à 1962.

interrogations sur l'identité. Cette nouvelle nation serait-elle arabe, française ou anti-française ? » (Benrabah dans Chafika 2012 : 40)

Dans le contexte de la reconstruction nationale, l'une des questions primordiales à laquelle il fallait trouver une solution, fut celle de la langue, étant donné que l'identité individuelle, et ainsi collective, passe par la langue. Pour les Algériens, il fallait rechercher un équilibre entre deux impératifs majeurs. D'une part, le développement du pays qui rendra nécessaire une certaine ouverture vers l'Occident, en passant par la langue française, et, d'autre part, la restauration d'une personnalité algérienne qui se traduisait par le lien à l'islam. Sur le plan linguistique, cette question résida dans le choix entre l'arabisation radicale et le bilinguisme arabo-français. Doit-on opter pour une unification de la langue au profit de l'arabe, selon le modèle français, ou au contraire favoriser le plurilinguisme et ainsi courir le risque de compromettre l'unité nationale ? Contrairement à la Tunisie et au Maroc, où les élites bilingues furent déjà bien installées, en Algérie, ces deux tendances se sont opposées en deux clans : d'une part le clan des « arabisants », constitué de l'« entité arabo-islamique », qui prônait la réappropriation et le maintien de l'arabisation ainsi que des valeurs de l'islam. D'autre part, les « francisants », clan composé d'une « entité occidentale », qui furent ouverts à la modernité et à l'enseignement et l'apprentissage de la langue française. Quant aux berbérophones, ils se sont situés dans le clan des francisants vu leur histoire et leur lutte contre l'arabisation.

Face à une situation sociale alarmante, les dirigeants algériens ont fait de la « révolution » éducative l'une de leurs priorités majeures, afin de faire face aux conséquences graves de la politique coloniale. En fait, le pays souffrait de manque de cadres et d'un taux de scolarisation qui ne dépassa pas les 12% (Chafika 2012 : 41). Par conséquent, il fallait lutter contre l'analphabétisme et travailler pour la restauration de la culture et de la langue algériennes. Pour les dirigeants algériens de l'époque, la langue française symbolisait une politique colonialiste qui avait privé l'Algérie de sa propre identité, et c'est dans ce contexte que les orientations politiques se sont inscrites dans une idéologie contre l'ancien colonisateur et donc contre sa langue. « Les Enjeux en étaient idéologiques, mais aussi économiques ; il s'agissait pour les arabisants de prendre les places occupées par les francisants, au besoin en créant chez eux une mauvaise conscience fondée sur le lien langue française/France/colonisateur » (Grandguillaume cité dans Neddar 2013, non paginé).

Ainsi, l'arabisation s'est vue comme nécessaire pour la constitution d'une nouvelle identité nationale antifranaise. La conviction politique était, dès lors, que la nation unifiée ne pouvait être construite qu'avec des éléments favorisant l'unicité, et ainsi, les dirigeants du

pays adoptèrent une stratégie politique basée sur ces trois éléments: une seule langue (l'arabe), une religion (l'islam) et un parti politique (le Front de libération nationale, le FLN) (*ibid.*). Cette unicité se voulait un pilier pour la construction d'un État fort, dirigé par un parti unique qui devait représenter tous les citoyens. Pour assurer cette unité, il fallait interdire tout regroupement politique, toute association religieuse, ethnique ou culturelle, et l'État empêchait également le développement de tout espace de création au sein de la société civile. Toutes contestations, qu'elles fussent politiques ou identitaires (comme le cas du mouvement berbère) furent systématiquement marginalisées et réprimées (Benhadjoudja 2012 : 3).

Avant de nous pencher sur la mise en œuvre de la planification linguistique de l'Algérie, il nous semble pertinent d'évoquer les fondements idéologiques qui constituent la base du sentiment de nationalisme arabe en général.

4.3.1 *Les sources du nationalisme algérien : le panarabisme*

Les autres langues n'ont pas de telles racines dans la Nature. Par conséquent, la nation arabe a une essence propre, elle est l'Authentique. Cela veut dire que l'apparition de la nation arabe sur la scène de l'histoire coïncide avec l'apparition de l'humanisme (Zaki al-Arsouzi, baasiste syrien, cité dans Benrabah 1999 : 85).

Dans les pays arabophones, on peut bien parler d'un sentiment national arabe commun qui s'opère à deux niveaux : le premier étant l'appartenance à l'État-nation (que ce soit l'Algérie, le Maroc, l'Irak, la Syrie ou autre), et le second englobant toutes ces entités dans un ensemble plus général, celui de la nation arabe (appelée « *Oumma* »). L'aspiration à cette dernière trouve son origine dans le mouvement culturel et idéologique des peuples arabes lors de la « renaissance » (la *Nahda*) du Moyen-Orient au XIX^e siècle. Cette période correspond à la décomposition politique de l'Empire ottoman qui permet une réinvention identitaire des pays arabes, dans lesquels le phénomène d'arabité passe d'un simple critère identitaire à un véritable sentiment national. Ce *panarabisme*, qui insiste sur l'unité de tous les Arabes et exalte la grandeur de l'héritage arabo-musulman, a donné naissance à deux principaux courants nationalistes: le *nassérisme* et le *baasisme* (Chafika 2012 : 42). Il y a peu de doute que ces deux mouvements ont largement influencé les politiques linguistiques au Maghreb.

a) *Le nassérisme*

Le nassérisme renvoie à l'ancien président de l'Égypte, Gamal Abd el Nasser²⁸ (1918-1970), considéré comme l'un des dirigeants les plus influents du XX^e siècle. Le 23 juillet 1952, suite à un coup d'État, Nasser et ses camarades des *Officiers libres* arrivent à mettre fin à la dynastie égyptienne en renversant le roi Farouk. Le 26 juillet 1956, Nasser nationalise le canal de Suez et obtient une victoire diplomatique de la guerre entre l'Égypte et la coalition franco-britannique, bien que cette dernière gagnait militairement (Laroussi 2003 : 139), et, à partir de cette date, il commence à s'affirmer comme leader arabe. Motivé par la solidarité des peuples arabes, son intention était la fusion du socialisme et du panarabisme, qui pour lui était la meilleure solution pour sortir du sous-développement causé par les régimes coloniaux. Nasser était persuadé que seulement la langue du Coran pourrait assurer l'unification des peuples arabes, et il a donc visé l'union des pays arabophones sur une base linguistique commune. Cette vision gagna rapidement du terrain pour devenir le courant idéologique dominant dans les années soixante. Au Maghreb, le nassérisme a surtout influencé des partis politiques, tels que l'UNFP²⁹ au Maroc et le FLN en Algérie, avec des succès variables. Alors que les représentants nasséristes de la Tunisie et du Maroc ont été écartés, voire chassés, du pouvoir, les nationalistes du FLN en Algérie (comme Ben Bella et Boumediene), ont réussi dès l'indépendance à installer des régimes fondés sur une politique panarabe et pro-nassériste.

b) *Le baasisme*

Par analogie avec le nassérisme, la doctrine baasiste combine elle aussi le socialisme arabe et le nationalisme panarabe, dans la poursuite de l'unification des peuples arabophones en une seule nation. Parfois orthographié *baath*, son nom est formé à partir de la racine trilitère « B' A T » qui veut dire « envoyer » en arabe, mais dont le sens figuré est « ressusciter », car l'objectif de ce courant est la ressuscitation, ou la renaissance, de la civilisation arabo-musulmane à son apogée. Le père du baasisme linguistique, le Syrien Sati Housri (1880-1963), était, après avoir fait ses études à Paris, inspiré du romantisme allemand de J.G. Herder (1744-1803) et J.G. Fichte (1762-1814). Herder prôna la nation romantique basée sur le lieu d'origine et sur la langue, considérée comme « l'esprit du peuple », reliant de cette

²⁸ En français, le nom de ce président s'écrit parfois Djamel Abdel Nacer, et, de même façon, on parle en français de « nacérisme ». Toutefois, nous avons choisi d'utiliser une orthographe qui correspond plus à la prononciation en arabe égyptien (légèrement différente de celle des autres pays arabophones).

²⁹ L'UNFP : Union Nationale des Forces Populaires.

façon langue et nation pour en donner une « nation idéale » opposée à la « nation réelle ». Pour Herder, la perte de la langue équivaut à la perte d'identité. Dans la suite, Fichte mit au point une théorie sociale sur les langues, dans laquelle l'allemand fut idéalisé et perçu comme la langue supérieure à toutes les autres. Car selon lui, de tous les peuples, les Allemands ont été les seuls à développer la langue des origines, et par extension, ils devaient être les dignes héritiers de la culture grecque, plus ancienne que la culture romaine, qui fut considérée comme moins « authentique » (Laroussi 2003). Pour le Syrien Housri, ces idées s'appliquaient parfaitement à la communauté arabe du Moyen-Orient. Cependant, son idée de nationalisme arabe fut fondée sur un seul critère, celui de la langue (arabe) et d'une histoire (arabe) commune. Puisque le critère du territoire ne fut pas déterminant, la formation d'une nation pouvait se construire à travers les frontières de l'État-nation moderne. De cette nation arabe, Housri exclut le Maghreb à cause des caractéristiques de la langue arabe maghrébine, qui, selon lui, ne semble pas authentique par rapport à l'arabe du Machrek.

La thèse de Housri sera reprise quelques années plus tard par deux intellectuels syriens, Zaki al-Arsouzi (1899-1968) et Michel Aflaq (1910-1989), qui arrivent à faire un mouvement structuré du baasisme. Contrairement au premier, al-Arsouzi et Aflaq incluent aussi les pays maghrébins dans la communauté arabe. Séduit par l'idée de la supériorité des langues, al-Arsouzi qualifie les Arabes comme « *peuple élu* » et la langue arabe comme « *miraculeuse* », car « c'est parce que l'arabe est, depuis l'origine de l'humanité, la langue miraculeuse que Dieu s'est exprimé en arabe par le Coran » (Laroussi 2003 : 141). En 1943, le chrétien libanais Michel Aflaq fonde le parti *Baas* avec Salah-Eddine al-Bitar, mais en supprimant le caractère religieux. Dès lors, le baasisme rejette tout pluralisme linguistique, en raison de la place centrale de la langue du Coran, et revendique la création d'un État arabe unique au détriment des libertés individuelles et les différences ethniques, qui doivent être secondaire à la fidélité des racines arabo-musulmanes (Chafika 2012 : 43).

En 1963, le parti Baas accède au pouvoir en Syrie, puis en Irak, sous deux branches opposées, et il restera au pouvoir jusqu'à nos jours. Parmi les partisans les plus connus de ce courant, il faut mentionner l'ancien dictateur irakien, Saddam Hussein³⁰ (qui a présidé l'Irak entre 1979 et 2003), et l'actuel chef de l'État syrien, Bachar al-Assad (toujours en pouvoir en 2013).

³⁰ La dictature de Saddam Hussein est connue pour la répression sévère de toute mouvement de contestation contre le régime arabo-nationaliste. Fidèle aux valeurs baasistes de combattre toute forme de pluralisme linguistique et culturel, le régime irakien est accusé entre autres de crimes contre l'humanité, meurtres et génocide de 180 000 civils kurdes irakiens, tués par des gaz chimiques, dans l'opération *Anfal* en 1988.

4.3.2 *Le modèle du Machrek*

Pendant la colonisation, les pays maghrébins avaient entretenu une image mythique du Machrek, le considérant comme le berceau de la civilisation arabe et ainsi l'idéal de son fondement identitaire. Cette vision fut renforcée par le soutien de Nasser et l'appui apporté aux mouvements de libération du Maghreb juste avant l'indépendance. La relation réciproque n'était pas forcément le cas, puisque le Machrek considéra le Maghreb comme « moins arabe » et moins islamique que lui-même, et ceci pour deux raisons : premièrement à cause de l'importance des populations berbères, qui, parlant une langue non-arabe avaient réussi dans une certaine mesure à échapper à l'action d'arabisation culturelle, et ainsi furent la preuve d'une sorte d'échec sur ce plan. Deuxièmement, en raison de la colonisation et de l'usage étendu de la langue française, les pays maghrébins étaient trop « désarabisés » dans la réalité déjà insuffisante.

Dans cette situation, la politique d'arabisation apparaissait comme une condition mise par le Machrek à la pleine réintégration du Maghreb dans le *Oumma*, la communauté arabe. Pour les nationalistes maghrébins, une telle réintégration était indispensable pour la reconnaissance d'identité arabo-islamique dont ils se sentaient privée. Tel est le contexte dans lequel allaient s'inscrire la politique d'arabisation en Algérie au cours des années suivantes (Grandguillaume 1984 : 154).

4.4 **Politique linguistique sous les différents régimes algériens depuis l'indépendance**

Ni la religion, ni l'État, ni même une vie économique commune, ne peuvent former les bases essentielles d'une nation... et ni même un territoire commun. [Par conséquent], tout peuple parlant arabe est arabe et chaque individu appartenant à l'un de ces peuples est arabe, qu'il le veuille ou non (Sati Husri dans Benrabah 1999 : 83)

En ce qui concerne la mise en application de la politique d'arabisation, on peut en gros scinder les principaux événements politiques de 1962 à aujourd'hui en quatre étapes : (1) la période socialiste (1962-1989) sous les présidents Ahmed Ben Bella, El Houari Boumediene et Chadli Bendjedid, (2) la période de l'ouverture démocratique (1989-1992), (3) la décennie noire (1992-1999), et enfin (4) l'ère marquée par l'accession au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2013). La première phase de l'arabisation, à savoir la période allant de 1962 jusqu'en 1989, se subdivise encore en deux étapes principales: de 1962 à 1978 et de 1978 jusqu'à la crise d'octobre en 1988. La mise en œuvre de la politique d'arabisation se poursuit

tout au long de ces années, à l'exception d'une petite année de césure, en 1978, entre la présidence d'El Houari Boumediene (de 1965 à 1978) et celle de Chadli Bendjedid (de 1978 à 1988) (Benhadjoudja 2012 : 5).

La première époque, dite la période socialiste (1962-1989), se caractérise avant tout par une volonté politique de réalisation d'un État fort, basé sur l'idéologie socialiste et panarabe, et marquée par l'idée de l'unité. Sous l'autorité du premier président algérien élu, Ben Bella, le gouvernement national va commencer, à partir de 1963, la mise en œuvre d'une réforme linguistique qui a pour objectif la réintroduction de la langue arabe dans l'enseignement, l'administration ainsi que dans l'espace public. Cette décision politique est le résultat d'une triple motivation :

1. L'arabe représente la face culturelle de l'indépendance

Cet argument souligne le fait que la langue française est la langue imposée par le colonisateur, et donc il aurait été logique de la remplacer par la langue arabe, la langue majoritairement utilisée avant la conquête. Ceci impliquera un remplacement dans tous ses usages, et dans tous les domaines de la société.

2. L'arabe est la langue de l'islam

La religion de l'islam a été la valeur refuge pendant la colonisation, lorsqu'il n'existait pas d'identité algérienne propre, et c'est pourquoi on a voulu restaurer à la fois l'arabe et l'islam.

3. L'arabe est la langue de la nation arabe

L'Algérie souhaite souligner son appartenance à la communauté arabe, surtout après des décennies de francisation.

Les deux premières Constitutions algériennes, celles du 10 septembre 1963 et du 22 novembre 1976, consolidèrent le monopole du parti unique (le FLN) et les orientations arabistes du pouvoir, et déclarèrent l'islam comme religion d'État et l'arabité comme origine, la langue arabe étant la langue du peuple. Les aspirations arabo-nationalistes ont favorisé des mesures politiques pour la consolidation de cet État, même s'il y avait des discordes internes qui divisaient le gouvernement. L'événement culminant de ces conflits fut le coup d'État du 19 juin 1965, au cours duquel le colonel Houari Boumediene renversa le populiste Ahmed Ben Bella et prit le pouvoir.

Le régime de Boumediene est marqué par « un socialisme à l'algérienne », c'est-à-dire une politique socialiste qui tirait son inspiration à la fois du marxisme et de l'arabo-

islamisme. L'objectif de Boumediene était la construction d'un État algérien moderne basé sur une identité forte du socialisme (Lamchiri cité dans Benhadjoudja 2012 : 6).

Dans cette vision, les concepts de l'unité et du nationalisme étaient le noyau : un parti politique qui se confond avec l'État, un peuple à l'identité homogène arabo-musulmane et le fondement religieux de l'islam.

Les années de 1978 à 1988, sous la présidence de Chadli Bendjedid, se caractérisent par deux événements importants : premièrement, la crise du « Printemps berbère » de 1980, nom donné aux contestations de Kabylie contre l'hostilité du pouvoir à l'égard de l'identité berbère, et deuxièmement, l'adoption du Code de la famille de 1984.

La seconde période politique (1989-1992), bien qu'elle ne s'étende que sur trois ans, est marquée par une rupture fondamentale par rapport à la politique précédente, ce qui aboutira à l'adoption d'une nouvelle Constitution et la reconnaissance du multipartisme. Cette période débute par les événements du 5 octobre 1988, où des millions de jeunes algériens manifestent dans les grandes villes du pays, en révolte contre la crise économique et le chômage, mais aussi contre le discours « révolutionnaire » de l'État nationaliste basé sur le passé « glorieux », qui ne répondait plus aux jeunes avides d'espairs. L'adoption de la nouvelle Constitution, le 23 février 1989, annonce l'ouverture démocratique par sa reconnaissance du multipartisme. Pour la première fois depuis son indépendance, l'Algérie s'engage alors dans une transition politique difficile qui demande l'abolition du monopartisme afin de développer un État de droit ayant une politique économique plus libérale. Malheureusement, l'arrêt du processus électoral le 27 décembre 1991, alors que le Front Islamique du Salut (FIS) annonce sa victoire, va plonger le pays dans un chaos politique et social qui sera l'élément déclencheur d'une décennie de violence, parfois appelée « la guerre civile » ou « la décennie noire » de 1992 à 1999.

La récente période politique (1999- de nos jours), la période au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, constitue une volonté politique de réinsérer l'Algérie sur la scène internationale, en améliorant sa renommée après une décennie difficile (Aït-Challal cité dans Benhadjoudja 2012 : 8). Sous sa présidence, un amendement de la Constitution a été fait pour lui permettre la chance d'obtenir un quatrième mandat (France24, 16/11/13).

4.4.2 Les mesures concrètes de l'application de la politique d'arabisation

En Algérie, la planification linguistique s'est concrétisée d'abord dans le système scolaire et ensuite dans l'administration. Si la proclamation d'arabisation date de la présidence de Ben

Bella (1962-65), ce n'est que sous Boumediene (1965-78) que de vraies mesures furent prises. L'arabisation de l'éducation et de l'administration peut se diviser en trois rythmes marqués par l'orientation idéologique de chacun des trois ministres de l'Éducation : Ahmed Taleb Ibrahimi (1965-70), Abdelhamid Mehri (1970-77) et Mostefa Lacheraf (1977-79). Sous la présidence de Bendjedid (1979-92), une phase sera marquée par le retour des soi-disants « barbe-FLN » (1979-84), puis par la vague islamiste (1985-98). Enfin, l'accession au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2013) va susciter l'espoir.

a) Ben Bella et l'arabisation énergique (1962-1965)

La première phase de la politique d'arabisation fut particulièrement énergique. À la suite de la guerre de libération (1954-1962), où des luttes violentes par le pouvoir algérien ont entraîné une crise politique, l'arabisant Ben Bella va devenir le premier chef d'État de l'Algérie indépendante. La première Constitution de 1962 déclarait :

- Art. 2 Elle (l'Algérie) est partie intégrante du Maghreb arabe, du monde arabe et de l'Afrique.
- Art. 4 L'islam est la religion de l'État.
- Art. 5 La langue arabe est la langue nationale et officielle de l'État.

D'après cette formulation, bien qu'il ne soit pas spécifié de quel arabe il s'agit, « la langue arabe » voulait dire l'arabe classique, langue du Coran. Le nouveau gouvernement refusa tout statut aux langues maternelles, c'est-à-dire l'arabe algérien et le berbère, sous prétexte que celles-ci seraient des langues « impures », en raison des mots étrangers qu'ils contenaient. Pour marquer sa position politique après son arrivée au pouvoir, Ben Bella choisit la référence arabe, contrairement aux négociateurs des accords d'Évian. Lors de son premier discours présidentiel, il accentua sa politique arabiste, en affirmant : « Nous sommes Arabes, nous sommes Arabes, nous sommes Arabes... ». Il avait également affirmé : « L'Algérie est un pays arabe et musulman. On ne le dissociera pas du reste du monde arabe » (Université Laval, fiche e). Pour lui, « l'arabisation est nécessaire, car il n'y a pas de socialisme sans arabisation [...], il n'y a d'avenir pour ce pays que dans l'arabisation » (Chaker et Abrous 1988 : 184).

Autrement dit, l'Algérie devait construire sa nouvelle identité autour de la langue arabe et de la religion musulmane, au détriment de ses autres éléments identitaires, la berbérophonie et la francophonie.

Selon les dirigeants du pays, la politique d'arabisation ne pouvait pas réussir sans l'implication de l'école. En 1962, en matière d'alphabétisation, il y avait un grand déséquilibre entre les différentes ethnies : alors que les Français furent scolarisés à 100%, le taux des Algériens inscrits à l'école fut de 15% seulement (Benhadjoudja 2012 : 9).

Vu cette situation alarmante au niveau d'éducation, l'État algérien donna la priorité à la scolarisation massive des Algériens, dans le double but d'éduquer et de décoloniser les consciences. Dès octobre 1962, Ben Bella annonça l'enseignement de l'arabe classique dans toutes les écoles primaires. La mise en place effective sera faite à la rentrée 1963 (10 heures d'arabe sur 30 heures par semaine), puis en 1964, on a effectué l'arabisation totale de la première année du primaire. Comme il y avait un manque grave d'instituteurs qualifiés pour enseigner l'arabe classique, il fallait venir milles professeurs de l'Égypte. En réalité, ces instituteurs étaient des « maîtres de religion » plutôt que des « professeurs de langue ». Malheureusement, cette solution improvisée fut un échec, car, à l'addition de ne pas être qualifié en pédagogie, ces enseignants, qui s'exprimaient en arabe égyptien, avaient du mal à communiquer avec les élèves dont la langue maternelle était un dialecte berbère ou arabe maghrébin.

En même temps, une forte pression est exercée par les islamistes, menés par Tewfik el-Madani, le ministre des Affaires religieuses, qui appelle le peuple algérien à l'islam et à la langue arabe. Soutenu par l'État, les islamistes créèrent des Instituts islamiques afin de former des propagateurs de leur idéologie. Cette pression est telle que Ben Bella est amené à préciser que « l'arabisation n'est pas l'islamisation » (Grandguillaume 2004, non paginé).

Suite à ces tentatives d'islamiser le pays, un mouvement de protestation libéral et laïque se leva parmi un groupe d'étudiants, d'écrivains (Kateb Yacine, Assia Djebar et autres), de Kabyles et de la presse francophone. Pour ces francisants, la politique d'arabisation radicale ne représenta qu'une utopie. La période Ben Bella prit fin avec le coup d'état du 19 juin 1965, installant Boumediene au pouvoir.

b) Ahmed Taleb Ibrahimi et l'arabisation idéologique (1965-1970)

Le président Boumediene, bien qu'il soit d'origine berbère, avait reçu la plupart de son instruction en arabe classique dans les écoles coraniques et dans les universités théologiques

en Tunisie et en Égypte, et ainsi, il n'a jamais pu se libérer de l'emprise de la religion et la langue coranique. Partisan du socialisme autoritaire, Boumediene mit en place un pouvoir autocratique grâce à l'armée et à la redoutée Sécurité militaire. Si Ben Bella a pris les premières mesures d'arabisation du système éducatif, ce n'est pas avant Boumediene que commencèrent les premières campagnes d'arabisation destinées à éradiquer toute trace du français, pour le remplacer par la langue coranique. Boumediene s'exprima ainsi à ces propos :

L'enseignement, même s'il est d'un haut niveau, ne peut être réel que lorsqu'il est nationale, la formation fût-elle supérieure, demeure incomplète, si elle n'est pas acquise dans la langue du pays. Il peut même constituer un danger pour l'équilibre de la nation et l'épanouissement de sa personnalité. Il peut également engendrer des déviations qui risquent d'entraver une saine et valable orientation (Grandguillaume 2004, non paginé).

Cependant, « la langue du pays » dont il faisait référence, fut la langue arabe classique, artificielle à l'oral, au lieu de l'arabe algérien, la langue maternelle de la majorité de la population algérienne.

En juillet 1965, Ahmed Taleb Ibrahimi fut choisi comme ministre de l'Éducation nationale, et, en tant que fervent partisan de l'arabo-islamisme, il va employer l'arabisation pour légitimer un régime impopulaire. L'objectif d'Ibrahimi fut de se servir de l'école pour écraser ce qu'il a appelé « ce mélange d'éléments de cultures disparates, et souvent contradictoires, héritées des époques de décadence et de la période coloniale, de lui substituer une culture nationale unifiée, liée intimement à notre passé et à notre civilisation arabo-islamique » (Université Laval, fiche e). Autrement dit, le régime envisagea de mener une politique sur le model d'un système précolonial, dans lequel la religion occupait toute place, alors que l'enseignement était dirigé par les mosquées. Selon Boumediene, « l'arabisation ne peut être réalisée avec le seul concours de l'État. D'autres efforts doivent émaner également de l'élite arabisée [...]. Les mosquées sont à la disposition de ces élites pour alphabétiser et inculquer l'arabe aux adultes » (*ibid.*).

Le ministre Ibrahimi, de son côté, déclara à propos de la langue coranique : « L'école algérienne doit viser en premier lieu à former en arabe, à apprendre à penser en arabe » (*ibid.*). Pour souligner que l'arabe coranique était le seul idiome digne et capable de véhiculer une réelle culture, la politique de cette époque fut marquée par une purification linguistique. Les enseignants avaient comme obligation de relever aux élèves que l'arabe dialectal n'était qu'« un charabia qui n'a rien d'une langue », et il fallait constamment corriger les fautes de l'enfant qui s'exprimait dans cette langue fautive. Comme à l'époque de la colonisation française, l'école continuait d'opposer l'arabe classique (qualifié de « langue »), et l'arabe

dialectal (appelé « dialecte », avec une connotation très péjorative). Quant à la langue berbère, les autorités espéraient régler le problème le moment où les enfants berbères ne comprendraient plus leurs parents (*ibid.*).

Présenté comme la face culturelle de l'indépendance, l'arabisation complète fut instaurée dès la seconde année primaire à la rentrée 1967, et une section arabe fut également établie à la faculté de droit l'année suivante. La Commission nationale de réformes (créée en 1969), dont la sous-commission de l'arabisation est présidée par Abdelhamid Mehri, fut chargée de préparer la réforme du système éducatif. Selon une ordonnance de 1968, toutes les fonctionnaires étaient obligées d'acquérir la langue arabe classique à partir du 1^{er} janvier 1971. Également, les actualités dans les cinémas furent arabisées (en arabe moderne) en octobre 1967. Ces mesures d'arabisation n'étaient pas bien acceptées chez la population. Selon une enquête menée par l'Université de Berkeley, 80% des jeunes interrogés sont contre l'arabisation de l'enseignement supérieur, et en 1969, dans une lettre publiée dans un hebdomadaire, un groupe d'enseignants algériens demande l'utilisation de l'arabe dialectal dans l'enseignement. En réponse, le ministre de l'Information à l'époque, Mohamed Seddik Benyahia, qualifie cette question de « la trahison des clercs » (Grandguillaume 2004, non paginé).

c) Abdelhamid Mehri et l'arabisation systématique (1970-1977)

À partir de 1970, le ministre de l'Éducation, Abdelhamid Mehri, est chargé d'appliquer la politique d'arabisation. Allié des arabisants réformistes (les baasistes) du FLN, et contre les résistances de la population algérienne, Mehri imposa l'arabisation complète de l'enseignement primaire et secondaire. L'année 1971 est déclarée « année de l'arabisation », surtout en raison de l'application de la réforme administrative décrétée en 1968. Cependant, cette année est aussi marquée par la révolution agraire, l'agitation des étudiants, ce qui conduit à la dissolution de leur syndicat (l'UENA) et l'arrestation d'un grand nombre d'entre eux. Malgré ces événements, la politique d'arabisation continue avec des décisions prises par le ministère de l'Éducation : arabisation totale des 3^e et 4^e années primaires, arabisation d'un tiers de l'enseignement moyen et secondaire.

Les autorités imposèrent l'unité linguistique dans le but de faire disparaître à la fois l'arabe dialectal, le berbère et le français. La langue berbère, perçue par les arabisants comme un facteur de division de l'unité nationale arabe, fit aussitôt l'objet d'une répression étatique. À partir de 1970, l'usage de la langue berbère à l'école fut proscrit, et dans l'administration

on refusa, entre autres, des interprètes dans les tribunaux pour les non-arabophones. L'utilisation du berbère à la radio devint minime, comme les reportages se font désormais en arabe. Les prénoms d'origine berbère furent interdits au même titre que tous les noms à résonance « étrangère », et en plus, on imposa aux services de l'état civil des mairies des listes autorisées pour les prénoms des nouveaux-nés (Benrabah 1999 : 125). Un acte très significatif de l'hégémonie arabisante est la suppression, en 1973, de la Chaire de berbère dirigée par Mouloud Mammeri à l'Université d'Alger.

Malgré les protestations parmi les étudiants envers cette politique, la mise en œuvre de l'arabisation se poursuivit. En 1976, l'arabisation de l'espace public atteint son comble : l'arabisation de l'État civil, des noms de rues et des plaques d'immatriculation, ainsi que la proclamation du vendredi comme jour de repos hebdomadaire (selon l'Islam) au lieu du dimanche (français-catholique).

L'année 1976 sera surtout marquée par la promulgation d'une nouvelle Constitution, qui déclara :

Art. 2 L'islam est la religion de l'État.

Art. 3 L'arabe est la langue nationale et officielle.

L'État œuvre à généraliser l'utilisation de la langue nationale au plan officiel » (Benhadjoudja 2012 : 16). Par cette formulation, il était clair que l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel devaient devenir une priorité politique. Dès lors, le principe même de l'arabisation ne pouvait plus être contesté. Par la suite, dans tous les discours et textes officiels, le mot berbère fut systématiquement évité ; on utilisera désormais des termes tels que « parlers locaux » ou « langue d'un peuple » pour faire référence à la langue berbère.

d) Mostefa Lacheraf et la pause de l'arabisation (1977-1979)

Les nominations en 1977 de Mostefa Lacheraf (Ministre de l'Éducation) et Abdellatif Rahal (Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique) marqueront une véritable pause de la politique d'arabisation. Les raisons de cette pause ne sont pas très claires, mais le président Boumediene fut sans doute sensible aux tensions à propos de la révolution agraire et de l'arabisation, et des rapports inquiétants sur la situation de l'enseignement. En plus, le président sera atteint en 1978 d'une grave maladie, et il est donc

probable qu'il n'avait plus la force de soutenir fermement sa politique d'arabisation. Son mort, le 27 décembre 1978, mit un terme à cette « pause » de l'arabisation. Contrairement aux espoirs du peuple, et surtout des Berbères, qui espéraient alors une certaine libéralisation du régime, l'arabisation se poursuit grâce à l'armée, qui avait assuré la succession par le colonel Chadli Bendjedid.

e) Chadli Bendjedid et la poursuite de l'arabisation (1979-1999)

En 1979, le colonel Bendjedid succéda à Boumediene. Dès son arrivée au pouvoir, il mena une politique de libéralisation économique et sociale, en continuant pourtant la ligne d'arabisation et d'islamisation du pays. C'est à cette époque qu'apparut l'islamisme radical. Le colonel Bendjedid, mis en place par ses pairs à la tête de l'État, pratiqua une politique habile pour consolider son pouvoir personnel. Les conditions difficiles de son accession à la présidence redonnèrent du pouvoir au Comité central du FLN. Taleb Ibrahim, nommé Président de la Commission de l'Éducation, de la Formation et de la Culture en 1980, annoncera cette même année un plan national d'arabisation de l'administration, du secteur économique et de la recherche scientifique. En novembre 1979, les étudiants arabes firent grève : ne trouvant pas d'emploi au terme de leurs études, ils exigeaient l'application immédiate de l'arabisation de l'administration.

Parallèlement, les autorités se montrent extrêmement hostiles vis-à-vis la minorité berbère. De leur côté, les Berbères manifestent leur mécontentement en opposant les slogans tels que « Non à la répression culturelle », « le berbère est notre langue », et « la culture berbère, n'est-elle pas algérienne ? ». L'année 1980 sera nommée « le Printemps Berbère » (*Tafsût Imazighen*), après ce printemps de manifestations violentes, rappelant le mois de mai 1968 en France. Ce qui provoque ces émeutes en Kabylie, est une série de mesures de la part du gouvernement, visant à réprimer la culture berbère : l'interdiction de l'enseignement de la langue et culture berbères dans les universités, l'interdiction en 1978 au chanteur Aït Menguellet de chanter dans les universités, l'interdiction en 1979 d'un groupe de théâtre composé d'étudiants (Universités de Tizi Ouzou et d'Alger) de présenter la pièce « *La guerre de 2000 ans* » de Kateb Yacine, et enfin, l'interdiction en 1980 de la conférence de l'auteur Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne (Salhi 1999 : 16-17). Bien qu'elles soient interdites par la loi et passibles de répression, un grand nombre de manifestations (à partir du 11 mars 1980), et de grèves d'étudiants, se déroulent en faveur du plurilinguisme et les droits linguistiques des berbérophones. Les Berbères étaient évidemment contre cette

politique d'arabisation intensive dont ils étaient les grands perdants, et ils commencent à revendiquer que leur langue soit aussi reconnue comme expression de la culture algérienne. En réponse, le président Bendjedid déclara dans le quotidien *Le Monde* le 19 avril 1980, que « l'Algérie est un pays arabe, musulman, algérien », et que la question d'être arabe ou pas ne se posait pas puisque « notre langue est l'arabe, notre religion est l'islam » (Université Laval, fiche e).

Suite à cette hostilité de la part des autorités, les berbérophones de Kabylie se soulèvent en masses, et les années quatre-vingt seraient marquées par de nombreuses manifestations et d'émeutes à travers le pays.

En même temps, l'arabisation de l'enseignement se poursuit sous le président Bendjedid. En 1988, il interdit aux élèves algériens de fréquenter la mission culturelle française, et puis, le lobby de l'arabisation souhaite diminuer la place de la langue française en lui substituant la langue anglaise en option à la quatrième année primaire. Au niveau du pouvoir central, ce n'est plus l'arabisation, mais l'islamisation qui est pratiquée.

Les émeutes d'octobre 1988 vont forcer le président Bendjedid à soumettre des réformes constitutionnelles précipitées. Le nouveau texte change profondément le régime constitutionnel de l'Algérie. Premièrement, le terme « socialisme » disparaît, et, pour la première fois depuis l'indépendance, la création de partis politiques en dehors du FLN est désormais autorisée. Toutefois, cette libéralisation du régime ne change pas le statut des langues. Aucune référence de la langue berbère n'est faite. La Constitution de 1989, sur les principes généraux de la société algérienne, stipule que:

Art. 2 L'islam est la religion de l'État.

Art. 3 L'arabe est la langue nationale et officielle.

La corruption qui éclata sous le régime de Bendjedid, la montée de l'islamisme et, à partir de 1986, la chute des prix du pétrole, affaiblirent sa position et le conduisit à coopérer avec les islamistes, ce qui aboutit à sa démission forcée en 1992. Après de longues années d'arabisation socialiste, l'Algérie tombe dans une décennie de guerre civile.

Le point culminant de la discrimination linguistique suite à la politique d'arabisation fut la loi votée en 1991, portant sur la généralisation de l'utilisation de la langue arabe³¹, qui demeure l'une des lois linguistiques les plus importantes adoptées par l'Algérie. Cette loi

³¹ Loi n° 91-05 du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe.

prévoyait que l'usage de la langue arabe serait exclusif, à partir du 5 juillet 1998, dans tous les organes de l'État, dans toutes les administrations publiques et dans l'ensemble des entreprises et associations du pays. La loi stipule (Benhadjoudja 2012 : 13).

Art. 2 La langue arabe est une composante de la personnalité nationale authentique est une constante de la nation. Son usage traduit un aspect de souveraineté. Son utilisation est d'ordre public.

Art. 4 Les administrations publiques, les institutions, les entreprises et les associations, quelle que soit leur nature, sont tenues d'utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités telles que la communication, la gestion administrative, financière, technique et artistique.

Art. 5 1) Tous les documents officiels, les rapports et les procès-verbaux des administrations publiques, des institutions, des entreprises et des associations sont rédigés en langue arabe.
2) L'utilisation de toute langue étrangère dans les délibérations et débats des réunions officielles est interdite.

Art. 6 1) Les actes sont rédigés exclusivement en langue arabe.
2) L'enregistrement et la publicité d'un acte sont interdits si cet acte est rédigé dans une langue autre que la langue arabe.

Dans cette loi portant sur la généralisation de la langue arabe, il est clair que l'État souhaite renforcer la discrimination politique envers les minorités linguistiques. En effet, cette loi vise à exclure l'utilisation du français dans l'administration publique, dans tout le système éducatif, dans les hôpitaux et dans les secteurs socio-économiques. Depuis son adoption, cette loi a été appliquée inégalement selon les gouvernements au pouvoir en raison des difficultés d'application. Juridiquement, la loi est toujours en vigueur (2013), mais plus personne ne s'en occupe (Loi no 91-05 du 16 janvier 1991, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe).

f) L'ère Bouteflika (1999-2013)

Abdelaziz Bouteflika est élu président de la république le 15 avril 1999, au terme d'une élection contesté dans laquelle les autres candidats se sont retirés à la veille du scrutin en signe de protestation. Pour remédier à cette situation, Bouteflika a organisé un référendum sur la concorde civile. Cependant, lors du référendum, une nouvelle vague de violences s'est déroulée en proteste de ces propositions gouvernementales, et l'origine de cette crise résida dans le fait que l'Algérie n'avait jamais eu de véritable régime démocratique. La lente descente à la misère, causés par des années de socialisme nationaliste et suivi par la guerre civile, qui avait fait plus de 100 000 morts, a conduit la population algérienne d'aspirer à la paix et à la réconciliation (Université Laval, fiche e).

Sur le plan linguistique, on voit un changement du discours officiel sous Bouteflika, vers une timide reconnaissance pragmatique du français. En fait, contrairement à ses prédécesseurs, le bilingue Bouteflika n'hésite pas à s'exprimer en langue française selon le contexte, en Algérie comme à l'étrangère. Lors d'une visite à l'université de Batna, il dira que le clivage entre l'arabe et le français devait être brisé, afin de permettre au pays de passer à la modernité. Au sein du IX^e sommet de la Francophonie à Beyrouth (Liban) en 2002, le président reconnut même le rôle positif de la langue française dans la société algérienne, en déclarant que : « L'Algérie est un pays qui n'appartient pas à la Francophonie, mais nous n'avons aucune raison d'avoir une attitude figée vis-à-vis de la langue française qui nous a tant appris et qui nous a, en tout cas, ouvert la fenêtre de la culture française » (Bouteflika cité dans Neddar 2013, non paginé).

À propos de la politique linguistique menée en Algérie, Bouteflika exprime un point de vue réaliste : « Il n'y a jamais eu de problème linguistique en Algérie, juste une rivalité et des luttes pour prendre la place des cadres formés en français » (Grandguillaume 2004, non paginé). Par contre, le président gardait une position réservée envers la langue berbère, et aux Kabyles, il déclare à plusieurs reprises qu'il n'admettra le tamazight comme langue nationale que sur la base d'un référendum, ce qui en réalité serait difficile vu la position majoritaire des arabophones. Finalement, en avril 2002, le Parlement adopta à l'unanimité une modification constitutionnelle instituant le berbère comme « langue nationale ». Ce statut implique que l'État doit s'engager à promouvoir le tamazight, sans qu'il soit obligé de l'utiliser. Quoi qu'il en soit, le statut de l'arabe n'a pas subi des changements, et conserve toujours son statut de prééminence, étant la seule langue « nationale et officielle » de l'Algérie.

5 La question berbère : une question de langue et d'identité

Nous sommes algériens, mais nous ne sommes pas arabes ; nous sommes algériens, mais l'arabe n'est pas notre langue et nous voulons préserver notre culture et notre identité propres !³²

Si je suis arabe, pourquoi m'arabiser ? Et si ne suis pas arabe, pourquoi m'arabiser ?
(Kateb Yacine cité dans Tamazgha 2013 : 4)

Assa, azekka, tamaziɣt tella tella [Aujourd'hui et demain, la langue berbère existe et existera].³³

5.1 Le mouvement berbériste et la question berbère

La prise de conscience de l'identité berbère n'est pas un phénomène colonial, « inventé » par les Français, comme affirment les représentants de l'État algérien, mais au contraire, ce sentiment identitaire existe parmi les *imazighen* depuis très longtemps. En fait, l'identité berbère est

[...] parfaitement discernable, non seulement dans l'histoire politique des régions berbérophones qui réagissent comme des entités autonomes depuis plusieurs siècles – notamment à la conquête coloniale (Kabylie, Maroc central, Rif...), mais également au niveau des expressions culturelles, en particulier littéraires. En Kabylie, au XIX^e siècle, toute la veine de poésie de résistance à la colonisation (Benbrahim, 1982) fonctionne clairement sur la base de la référence à une entité kabyle (Chaker 1987 : 13).

Quant au mouvement identitaire dit *pan-berbériste*, on sait que les premières idées de ce courant trouvent leurs origines dans la période du mouvement national algérien, plus précisément à l'époque du PPA-MTLD et de *l'Étoile Nord-Africaine* (ENA)³⁴ à partir des années vingt, autrement dit, au même temps de la montée de l'arabo-islamisme en Algérie. Fortement motivé par la volonté de décolonisation, le « pan-berbérisme » fut fondé par un groupe d'activistes kabyles, qui, d'une part, envisagea une fédération de tous les peuples berbères, et d'autre part, tenta faire partager leurs aspirations propres à chaque groupe

³² Le fond de la question berbère, selon un texte paru dans Le Monde daté du samedi 11 juillet 1998, cité dans Chaker (1998 : 203).

³³ Des slogans en faveur de l'amazighité (défini comme « la berbérité », ou « la spécificité berbère ») lors d'une manifestation organisée par le RCD le 21 avril 2013, en commémoration du double anniversaire du Printemps berbère (1980) et du Printemps noir (2001). Cf, Algeria-Watch 2003.

³⁴ *L'Étoile Nord-Africaine* est créée en 1926, dissoute en 1929 et reconstituée en 1933.

berbérophone de l'Afrique du Nord. En évoquant l'histoire glorieuse des peuples berbères, avec les personnages numides emblématiques tels que Massinissa, Jugurtha, Kahina et Kocila, on voulait souligner les racines identitaires communes à tous les berbères. Il s'agissait de faire admettre par tous que :

Jadis, il n'y avait qu'une seule langue berbère, dite tamazight, pratiquée par un seul peuple amazigh qui occupait un vaste espace qui s'étalait de l'Oasis de Siwa en Egypte jusqu'à l'Océan Atlantique, en y incluant même les îles Canaries ³⁵.

Pourtant, dès les années quarante, le discours revendicatif en matière de droit linguistique et identitaire devint explicite. En 1949, la crise dite « berbériste » éclata au sein du parti PPA/ MTLD, lorsque des militants d'origine kabyle pour la première fois osent poser la question de l'identité berbère et de sa place dans le programme du parti nationaliste indépendantiste. Davantage, ils demandèrent la prise en compte de la dimension berbère de la nation algérienne. Le point culminant fut le discours des dirigeants de la Fédération de la France, dans lequel ils exigèrent l'égalité entre les langues arabe et berbère, et même renoncèrent à une Algérie arabo-musulmane au profit d'une Algérie algérienne pluraliste. Accusés de complot berbériste et de faire le jeu du colonialisme français, la Fédération de France fut immédiatement dissoute et les éléments radicaux expulsés. Le conflit persistera durant la guerre de libération (la guerre d'Algérie), bien que la nécessité d'une union va forcer les dirigeants à mettre entre parenthèses les divergences de la question berbère jusqu'à l'indépendance (Haddadou 2003 : 133). Dès lors, les termes relatifs au *berbériste* et au *berbérisme* furent employés systématiquement pour désigner toute personne ou toute action qui revendiquent des origines berbères, ou qui cherche à mettre en valeur la langue et la culture berbères au sein de la nation algérienne.

5.2 La question berbère après l'indépendance

Après l'indépendance, le paysage idéologique et politique algérien fut extrêmement hostile aux Berbères et à la berbérophonie. Rappelons que l'État algérien, depuis l'accession à l'indépendance, se définit constitutionnellement comme arabe et musulman, et pour les berbérophones algériens, il n'y avait aucun espace d'expression culturelle, ni linguistique, dans le régime du FLN. Lorsque le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, s'adresse à la nation en 1962 par sa fameuse formule « Nous sommes arabes, nous

³⁵ Tamurt.info, 01/11/12

sommes arabes, nous sommes arabes ! » (Haddadou 2003 : 133), ce n'est pas seulement pour confirmer l'idéologie arabo-musulman qui est censé ancrer l'Algérie dans la communauté arabe, mais aussi, le président s'adresse aux Algériens qui souhaitaient construire la nouvelle identité algérienne autour de toutes les réalités linguistiques et culturelles du pays. Pour les dirigeants du mouvement nationaliste algérien, il n'existait pas de spécificité berbère en Algérie, car selon eux, la conversion massive des Berbères à l'islam, il y a quatorze siècles, inscrivait ces derniers automatiquement dans l'aire culturelle de cette religion et de l'arabité (*ibid.*) Ce qui est intéressant à noter, c'est que, d'un côté, les autorités pouvaient sans difficulté reconnaître l'origine berbère de la population algérienne, mais en même temps, toute référence à la langue et à la culture berbères étaient catégoriquement niées. À titre d'illustration, l'ancien ministre de l'Information, Ahmed Taleb Ibrahimi, s'exprime ainsi en 1972 :

Les Algériens sont des Berbères plus ou moins arabisés. Le sang algérien est arabo-berbère, avec une dominante berbère. Le peuple algérien est donc un peuple arabo-berbère dont la culture est la culture arabe (cité dans Haddadou 2003 : 134).

L'État pouvait donc tolérer la dimension berbère tant qu'elle n'interférait pas dans la politique, et qu'elle reste dans le champ folklorique (Benhadjoudja 2012 : 14). Les textes fondateurs, qui en premier lieu visaient à supprimer l'usage de la langue française, n'avaient également toute existence légale de la langue berbère, et le mot « berbère » même fut effacé du discours officiel. Dans les yeux des arabo-nationalistes, le pluralisme, et surtout la dimension berbère, étaient perçus comme un facteur de désunion et une menace contre l'unité nationale, qu'il fallait combattre.

Dans les années suivantes, la répression linguistique et culturelle envers les Berbères se fit de plus en plus fort : interdiction de l'usage du tamazight dans les écoles, réduction de reportages en tamazight dans la chaîne kabyle de Radio-Alger, organisation de festivités en arabe en Kabylie, ainsi que la dissolution et interdiction de toute association et autre (Benhadjoudja 2012 : 15). Face à cet environnement fortement hostile, les groupes berbères, notamment les Kabyles, se sont opposés à cette politique qui favorisait une langue au détriment d'une autre, et une nouvelle conscience identitaire berbère a commencé à voir le jour.

5.3 La Kabylie : une région à part

Quand on parle de revendication berbère, il faut prendre en considération que « la question berbère » ne se pose pas dans les mêmes termes dans toutes les régions berbérophones. En fait, les spécialistes tels que Chaker (2003 : 2) et Haddadou (2003 : 132) soulignent la place à la fois spécifique et pionnière qu'occupe la Kabylie par rapport à cette question. Plus précisément, la Kabylie est la seule région où il existe un véritable mouvement revendicatif berbère puissant, et il faut remarquer que la demande culturelle et linguistique est principalement faite par les Kabyles. Si, dans les autres régions berbérophones, comme Aurès, Mزاب et Hoggar, il y a eu des revendications en faveur de la langue berbère, seule la Kabylie a réussi à mener le combat pour cette reconnaissance. De ce fait, au lieu de parler de revendication berbère, il semble plus pertinent de parler de revendication kabyle.

La spécificité kabyle s'explique par plusieurs facteurs. Si la Kabylie représente un foyer de la revendication berbère, c'est surtout grâce à la conscience de son particularisme linguistique, qu'elle a pris très tôt. Dès la fin du dix-neuvième siècle, des jeunes Kabyles, formés à l'école française, ont commencé à s'intéresser à leur langue, et à la composition des ouvrages pour faire connaître cette culture. Bon nombre d'écrivains, parmi lesquelles J. et T. Amrouche, M. Feraoun et M. Mammeri, ont produit une œuvre littéraire significative en langue française, qui traitera des thèmes relatifs à la Kabylie ou à la culture berbère. À cela s'ajoute quelques autres traits explicatifs : la Kabylie est la seule région berbère possédant des élites modernes (francophones), de formation ancienne (dès le début de XX^e siècle). Elle est aussi la seule région ayant une longue tradition de politique moderne, principalement à travers l'expérience du Mouvement national algérien. Suite à l'émigration massive vers la France, surtout vers Paris, les Kabyles ont connu une acculturation occidentale (française) profonde, et les valeurs républicaines sont pour eux des références idéales (Chaker 2003 : 3).

5.4 Le printemps berbère de 1980 (*Tafsut Imazighen*)

En 1980, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique du Nord, un groupe berbérophone, les Kabyles, affirme clairement leur droit et leur volonté d'existence, à travers une demande de reconnaissance institutionnelle de leur langue et de leur culture. Si, jusqu'à ce moment, le régime algérien avait « censuré » la Kabylie et avait systématiquement combattu la langue berbère, les événements du Printemps berbère vont bouleverser la situation.

L'élément déclencheur de ces protestations fut les événements du 10 mars 1980, lorsque l'écrivain kabyle Mouloud Mammeri devait donner une conférence sur la poésie kabyle ancienne à l'université de Tizi-Ouzou. Sans aucune explication, le gouvernement a décidé d'annuler sa conférence, ce qui a provoqué la colère des milliers d'étudiants et l'éclatement de plusieurs manifestations pour la reconnaissance de la langue et culture berbère. À partir du 20 avril cette année, la Kabylie se trouva dans une situation de grève générale et le mouvement étudiant occupa l'université de Tizi-Ouzou pendant plusieurs mois. La réponse des autorités fut répressive : le gouvernement isola la région du reste du pays et écrasa le soulèvement après quatre jours d'affrontements violents, ce qui aboutit à des centaines d'arrestations et de 32 morts. Pour apaiser les foules, le pouvoir algérien répond aux revendications en libérant les personnes arrêtés et en faisant des promesses du support de la culture berbère. Malgré une conférence tenue en août 1980 pour l'avancement de la culture berbère, il n'y a pas eu de vrais résultats. Cependant, les Berbères continueront leur lutte, revendiquant notamment la reconnaissance de tamazight comme langue nationale et son enseignement à tous les niveaux.

Ces événements, qualifiés de Printemps berbère, représentent un véritable tournant de l'histoire récente de l'Algérie, et a ouvert la voie de la revendication démocratique, contribuant à « réduire la peur et l'autocensure, et il a ouvert la voie de la lutte à d'autres groupes, notamment les jeunes et les femmes » (Benhadjoudja 2012 : 16). Le tabou du mot berbère est levé quand le quotidien *El Moudjahid* l'utilise sans faire référence au colonialisme français, et désormais, la langue berbère fait partie de la patrimoine algérienne. Dans la conscience berbère, le Printemps berbère deviendra une référence fondatrice, qui est commémorée le 20 avril chaque année.

5.5 Le printemps noir de 2001 (*Tafsut taberkant*)

Le 18 avril 2001, à deux jours de la commémoration du printemps berbère³⁶, un jeune lycéen répondant au nom de Massinissa³⁷ Guermah fut arrêté dans le village de Beni Douala, dans le département de Tizi Ouzou en Grande Kabylie. Accusé de vol, il est conduit aux locaux de la gendarmerie, où il est maltraité, puis froidement abattu d'une rafale d'arme automatique par

³⁶ Le Printemps berbère se déroule au printemps de 1980.

³⁷ Massinissa (*Masnsen* en tamazight) est le nom du plus célèbre roi amazigh de l'Antiquité, connu pour son unification de la Numidie, l'ancien royaume berbère (202 av. J.-C. – 46 av. J.-C.). Un héros pour le peuple berbère, le nom de Massinissa est largement donné comme prénom des nouveau-nés berbères de nos jours (AmazighWorld 2008).

les gendarmes. Au lieu de juger les personnes responsables de l'assassinat du jeune homme, le ministre algérien de l'intérieur déclara que Massinissa Guermah était « un délinquant » de 26 ans. À la suite de cette déclaration, la presse publia l'acte de naissance du jeune assassiné prouvant qu'il s'agissait en réalité d'un lycéen de 16 ans (Tamazgha 2013). Le lendemain, à quelques dizaines de kilomètres de là, à Amizour en Petite Kabylie, ce sont de jeunes collégiens qui sont interpellés par les gendarmes. Selon les forces de l'ordre, les collégiens auraient crié, quelques jours auparavant, lors d'une manifestation, des slogans hostiles au gouvernement (Haddadou 2003 : 131).

Soulevant l'indignation de toute la Kabylie, ces deux événements seront les éléments déclencheur d'un mouvement de protestation qui a très vite gagné l'ensemble de la région. De violentes émeutes ont lieu pour dénoncer les injustices et les abus d'autorité surtout de la part des gendarmes. Les manifestations ont été très vite réprimées par les forces de l'ordre, notamment la gendarmerie locale, qui tirent à balles réelles sur les manifestants, qui sont, pour la plupart, des collégiens ou des lycéens. Pas moins d'une quarantaine de personnes ont été tuées et plusieurs centaines ont été blessées au cours des journées du 25 au 28 avril 2001. Le 14 juin cette même année, quelque 2 millions de personnes ont envahi les rues d'Alger pour manifester pacifiquement, la réponse des autorités fut violente et sanglante. Le conflit s'est poursuivi tout au long des années 2002 et 2003, mais sans solution pacifique, car la répression et le recours à l'usage des armes ont été le langage préféré des autorités algériennes.

Ces événements, désormais baptisé *Printemps noir*, dont le bilan fut de 132 morts tués par les gendarmes algériens et plusieurs milliers de blessés, certains handicapés à vie, ce qui restera comme les pires émeutes connues en Algérie depuis l'indépendance.

Dans le feu des événements du Printemps noir d'avril et de mai 2001, on a vu l'émergence de plusieurs mouvements politiques, certains réclamant une autonomie de la Kabylie, comme le *Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK)*, d'autres encore, une reconnaissance de la pluralité culturelle dont bénéficie l'Algérie, donc une reconnaissance de l'identité berbère de l'Algérie, comme le *Mouvement Citoyen des Aarchs*.

Quant à ce dernier, le Mouvement des aarchs, il s'agit d'une organisation politique désignée par la presse par le mot *arouchs* ou par l'expression « mouvement citoyen ». Au début, son objectif principal était de canaliser la révolte de la région kabyle vers des actions pacifiques qui épargneraient aux jeunes d'aller s'exposer aux tirs des gendarmes. Il se donnait pour mission de mettre fin à l'effusion de sang. Le 14 juin 2001, le Mouvement des *aarchs* organisa à Alger une marche qui mobilisa plus de deux millions de Kabyles. Toutefois,

c'est la plate-forme d'El Kseur qui est devenue le porte-étendard du Mouvement. Comportant quinze points découlant d'un compromis entre les forces politiques en présence, dont l'extrême gauche, elle alterne de façon confuse des revendications régionales, spécifiquement kabyles, avec d'autres d'ordre national, dans l'espoir d'une adhésion de l'ensemble des Algériens (Mehenni 2004 : 136-137).

Suite à ce mouvement populaire massif, l'État algérien a finalement reconnu au langue berbère, le tamazight, le statut de « langue nationale », mais non comme langue officielle. Essentiellement, ce que les leaders berbères demandent, c'est que le *tamazight* soit reconnue comme la langue propre des régions berbérophones qui le souhaitent (la Kabylie en étant la principale), et ce, dans le cadre d'une autonomie linguistique et culturelle. Ils demandent également une reconnaissance du tamazight comme « l'une des langues nationales et officielles de l'Algérie », ce qui impliquerait le droit pour tout citoyen d'utiliser la langue berbère dans toutes les circonstances de la vie publique, y compris hors des régions berbérophones (Université Laval, fiche f).

6 L'Algérie officielle et les Berbères : entre exclusion et marginalisation

6.1 La berbérîté – une menace pour l'unité nationale ?

En Algérie, le problème de la langue berbère sera résolu quand les enfants ne comprendront plus leurs parents et réciproquement³⁸ (FLN 1971 cité dans Benrabah 1999 : 152).

Cet énoncé illustre bien l'attitude des autorités algériennes envers la langue berbère en particulier. Pour les dirigeants de l'Algérie, la berbérîté constitue une véritable menace pour l'unité nationale, qui ne doit être fondée que sur la langue arabe (classique), et la religion de l'islam. La politique d'arabisation menée depuis l'indépendance, a été, bien entendu, très défavorable aux langues maternelles, et surtout à la langue berbère, qui a longtemps fait l'objet d'une politique d'occultation et d'exclusion.

Cependant, les berbérophones n'ont jamais cessé de lutter pour leur existence culturelle, et pour leurs droits en tant que minorité linguistique. Depuis 1989, toute une série d'actions de masses spectaculaires ont confirmé l'affirmation identitaire des Berbères de ce pays : plusieurs grèves générales en Kabylie, de vastes manifestations dans les villes de Tizi-Ouzou, Bougie et Alger, ainsi que le boycott scolaire général de septembre 1994. L'adoption, en 1991, de la fameuse loi linguistique portant sur « la généralisation de l'utilisation de la langue arabe »³⁹, a fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de citoyens pour la plus grande manifestation que la capitale n'ait jamais connue. Au niveau politique, les députés berbères ont, au cours des deux dernières décennies, régulièrement présenté des projets de loi visant à faire reconnaître le *tamazight* comme langue nationale au même titre que l'arabe. Ces revendications ont rarement abouti à des amendements de la loi, même si le geste demeure significatif. Les opposants au régime accusent le gouvernement de vouloir museler les Berbères en interdisant à leurs partis politiques l'utilisation des autres langues du peuple algérien (dont le *tamazight* et le français). En plus, les chefs berbères sont convaincus que la loi sur l'arabisation a eu pour objectif, en premier lieu, de faire taire les berbérophones et qu'elle n'a rien changé aux prérogatives du français. En ce qui concerne la loi de 1991

³⁸ Citation d'un responsable du FLN en 1971, résumant l'un des objectifs de l'arabisation algérienne : l'élimination du multilinguisme pour atteindre une homogénéisation linguistique forcée.

³⁹ Loi n° 91-05 du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe.

portant sur l'arabisation, les Berbères ont tout fait pour obtenir son abrogation, mais toujours en vain. Pour eux, cette loi constitue une attaque non seulement contre la diversité culturelle algérienne en général, mais également contre le droit des citoyens de s'exprimer librement dans la langue de leur choix (Université Laval, fiche f).

Malheureusement, les chefs de l'État ont eu l'habitude de faire la sourde oreille, et l'actuel président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ne fait aucune exception. Le 3 septembre 1999, à Tizi Ouzou en Kabylie, à l'occasion de sa campagne pour le référendum (du 16 septembre 1999), sur « la concorde civile », Bouteflika déclara que « le tamazight ne sera jamais langue officielle et, si elle devait devenir langue nationale, c'est tout le peuple algérien qui doit se prononcer par voie référendaire » (*ibid.*). Le président réaffirma ces propos dans un discours prononcé le 4 octobre 2005 dans la ville de Constantine, en déclarant que le *tamazight* ne sera pas officialisé et que la langue arabe restera seule langue officielle en Algérie : « Il n'y a aucun pays au monde possédant deux langues officielles et ce ne sera jamais le cas en Algérie où la seule langue officielle, consacrée par la Constitution, est l'arabe ». Bouteflika ignore donc un petit détail : l'existence de 40 États souverains sur les cinq continents qui actuellement bénéficient de deux langues officielles (*ibid.*).

6.2 Le statut du berbère en Algérie actuelle : le rapport alternatif de Tamazgha

Lors de la 82^e session du CERD onusien⁴⁰, qui s'est tenue à Genève du 11 février au 1^{er} mars 2013, une délégation du gouvernement algérien fut appelé à présenter son rapport périodique sur la situation actuelle des Droits de l'homme en Algérie. À cette occasion, et comme à son habitude depuis 1999, l'organisation *Tamazgha*⁴¹ a soumis un rapport alternatif intitulé *L'État algérien et la question amazighe*,⁴² afin de dévoiler la politique discriminatoire et anti-amazighe de l'État algérien. Défendant les intérêts des Berbères, l'intention de Tamazgha avec ce document et par sa présence à Genève, était de relever les contradictions de l'État algérien en ce qui concerne les droits juridiques des berbérophones par rapport à la réalité de ce que l'Algérie officielle présente comme des avancées.

⁴⁰ Le CERD est une abréviation du *Comité pour l'élimination de la discrimination raciale*, qui est un organe du Haut commissariat des droits de l'homme des Nations Unies (l'ONU).

⁴¹ *Tamazgha* est le nom d'une ONG (une organisation non gouvernementale) de défense des droits des Imazighen (Berbères).

⁴² Le nom de la langue berbère, le *tamazight*, est parfois orthographié *amazighe* au Maroc. Toutefois, les deux termes désignent bien une seule et même langue.

Dans son rapport alternatif d'une quarantaine de pages, Tamazgha a attiré l'attention des experts des Nations Unies sur l'hypocrisie de l'État algérien dans sa soi-disant gestion de la langue berbère. D'un côté, l'Algérie a fait certaines déclarations « favorables » au tamazight, et de l'autre, elle poursuit effectivement sa politique d'arabisation et d'islamisation dont le seul but, selon les berbéristes, étant d'en finir avec l'amazighité (la spécificité berbère) de l'Afrique du Nord. L'organisation pointe des discriminations, et voire des négations de l'identité spécifique des Berbères, dont la première formulation est à trouver dans la Constitution. Lorsque l'État algérien introduit dans le préambule de sa Constitution un passage où l'amazighité de ce pays est évoquée, cela n'empêche pas que, quelques lignes plus loin, ce même préambule affirme que l'Algérie est « terre d'islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain ». Davantage, la Tamazgha se pose la question quel crédit accorder à un État qui reconnaît le tamazight comme langue nationale, mais qui simultanément met en place une multitude de lois et de décrets dont l'objectif est de conforter l'arabe dans son monopole.

Dans le chapitre suivant, nous allons résumer les principales discriminations officielles qui sont pratiquées par l'État algérien, plus précisément les discriminations linguistiques, culturelles et religieuses, que la Tamazgha a catégorisée ainsi : 1) la négation officielle et constitutionnelle, 2) la Constitution algérienne et la langue tamazight, 3) l'alphabétisation, véritable instrument d'arabisation, et 4) l'interdiction de prénoms amazighs.

6.2.1 La négation officielle et constitutionnelle

Rappelons tout d'abord que, jusqu'en 2002, l'identité amazighe de l'Algérie est niée par l'État, qui, au mépris de la réalité historique, sociologique et linguistique a inscrit dans sa Constitution (1963):

Art. 2 L'islam est la religion de l'État.

Art. 3 L'arabe est la langue nationale et officielle.

Suite à une loi de révision constitutionnelle adopté par le Parlement algérien en 2002 (loi n° 02-03 du 10 avril), le texte fondateur a vu l'introduction de *l'article 3 bis* :

Art. 3 bis Le tamazight est également langue nationale.

L'État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.

Cette introduction constitutionnelle relègue le tamazight à un rang inférieur par rapport à l'arabe, puisque ce dernier reste la seule langue officielle et aussi langue « sacrée » de l'islam qui est consacré comme la religion de l'État. Dans la vie pratique, c'est la langue arabe (dite classique) qui s'impose à tous les niveaux de l'activité officielle, alors que le tamazight demeure exclu de la plupart des espaces publics comme l'administration, la justice et les activités socioéconomiques. L'usage du tamazight est davantage menacé par une série de lois en faveur de la langue arabe, dont la plus significative est la loi de généralisation de la langue arabe⁴³, qui est votée par l'Assemblée nationale en décembre 1990 et signé en janvier 1991 par le président de l'époque Chadli Bendjedid. Cette loi de 1991 sera amendée et donnera lieu à une autre loi le 17 décembre 1996⁴⁴ qui est mise en application à partir du 5 juillet 1998.

Selon l'organisation Tamazgha, la loi de généralisation de l'arabe est non moins la concrétisation d'un véritable apartheid linguistique envers les minorités du pays, surtout les berbérophones, et cette qualification est corroborée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). Dans les conclusions de sa 58^{ième} session à Genève en avril 2001, le CERD exprime une préoccupation particulière vis-à-vis de cette loi et « demande instamment au Gouvernement algérien de réviser cette loi à titre prioritaire, en particulier dans le contexte des mesures prises pour promouvoir la langue amazighe » (CERD cité dans Tamazgha 2013 : 14). Toutefois, la demande du CERD n'a jamais été prise en considération par les autorités algériennes, et en 2013, la loi portant sur la généralisation de la langue arabe est toujours en vigueur. Outre des contradictions formulées dans les textes législatifs, Tamazgha souligne l'aversion de l'État algérien à ne pas se conformer aux exigences des conventions et pactes internationaux qu'il a pourtant signés et ratifiés, dont, à titre d'exemple le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

6.2.2 *De la Constitution algérienne et la langue amazighe*

En ce qui concerne les références à la langue amazighe dans la Constitution, il y a de graves contradictions. Dans le préambule, au paragraphe 4, on peut lire l'énoncé suivant :

⁴³ Loi n° 91-05 du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe.

⁴⁴ Ordonnance n° 96-30 du 21 décembre 1996.

Le 1^{er} novembre 1954 aura été un des sommets de son destin, aboutissement d'une longue résistance aux agressions menées contre sa culture, ses valeurs et les composantes fondamentales de son identité que sont l'islam, l'arabité et l'amazighité, le 1^{er} novembre aura solidement ancré les luttes présentes dans le passé glorieux de la Nation (Tamazgha 2013 : 14).

Contrairement à ce passage, affirmant la composante berbère de l'identité algérienne, la formulation au paragraphe 12 du même préambule est tout à fait différente : « L'Algérie, terre d'islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain » (*ibid.*). Dans ce dernier paragraphe, il est évident que l'amazighité, pourtant affirmée au paragraphe 4, est exclue.

Enfin, l'article 178 de la même Constitution semble protéger seule la langue arabe dans son statut, stipulant que toute révision constitutionnelle ne peut porter atteinte, entre autres, « à l'arabe, comme langue nationale et officielle » (Tamazgha 2013 : 15). Étant donné que le tamazight n'est même pas mentionné, il est à croire qu'elle ne bénéficie pas d'un vrai statut de langue nationale, ou autrement dit, que son statut peut faire l'objet d'un changement éventuel. Dans ce sens, il y a une différence de validité réelle entre ces deux langues nationales, l'arabe et le tamazight.

6.2.3 *L'alphabétisation, véritable instrument d'arabisation*

Malgré les tentatives prétendues de la part des autorités en matière d'alphabétisation, il faut signaler que cette dernière se fait exclusivement en langue arabe, en tant que seule langue officielle. Par conséquent, les amazighophones qui souhaitent bénéficier du programme d'alphabétisation mené par l'État algérien sont obligés de le faire dans la seule langue arabe, sans aucun droit d'en bénéficier dans la langue qu'ils parlent quotidiennement. Puisque la langue tamazight se trouve exclue aussi dans ce domaine, on peut constater que l'alphabétisation sert plus comme un instrument d'arabisation que d'éducation, vu que toutes personnes adultes monolingues en tamazight se voient imposer la langue arabe qu'il doivent apprendre.

6.2.4 *Interdiction de prénoms amazighs (berbères)*

Depuis 1988, les parents algériens sont libres de donner le prénom de leur choix à leurs enfants. L'attribution des prénoms se fait tout naturellement et souvent sans égard à l'origine du prénom, et ainsi, il est courant de trouver dans une même famille l'un des enfants portant un prénom berbère et l'autre portant un prénom arabe. Toutefois, il arrive aujourd'hui encore que l'administration algérienne refuse d'inscrire des nouveaux-nés qui portent des prénoms

amazighs. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une pratique régulière, l'on a recensé des centaines de cas où l'on a interdit aux parents de choisir le prénom de leur bébé, et cette pratique est souvent évoquée dans la presse algérienne. À titre d'illustration, le quotidien algérien en ligne TSA (Tout sur l'Algérie) rapporte dans son édition du 4 août 2011, le cas d'un père voulant prénommer son fils Koceila (d'après l'ancien chef de tribu berbère au VII^e siècle), mais il n'a pas obtenu l'autorisation de la mairie de Tizi-Ouzou. Ce cas n'étant pas unique, au contraire, selon une source judiciaire locale citée par ce quotidien (Tamazgha 2013 : 15), il y aurait, dans la seule ville de Tizi-Ouzou, plus de 300 enfants toujours sans prénom, suite au refus de la mairie de les inscrire sous des noms berbères choisis par leurs parents.

7 Conclusion

Dans ce mémoire, nous avons voulu étudier les relations entre langue et identité dans l'Algérie indépendante, avec une volonté d'examiner surtout la place de l'identité berbère dans le contexte national algérien, depuis la mise en place de la politique linguistique d'arabisation.

Si l'Algérie de 1962 était totalement francisée, celle de 2013 est devenue largement arabisée, mais par une langue arabe que personne ne parle. Comme nous avons vu, les Algériens subissent depuis longtemps les politiques linguistiques, que ce soit la francisation de la France colonisatrice, ou l'arabisation des autorités algériennes à partir de l'indépendance. Malgré les tentatives d'imposer la langue arabe classique dans tous les domaines de la société, dans l'objectif de mettre fin à l'héritage colonial et de reconstruire une identité nationale arabo-musulmane, on peut bien constater que la planification linguistique d'Algérie a été un échec. Les problèmes liés à la politique d'arabisation sont multiples et entrecroisés, mais une première analyse nous permet de constater que ces mesures ont été pensées dans une logique de consolidation du pouvoir nationaliste, sans égard à la diversité, ni aux droits démocratiques des citoyens. Soucieux de restaurer une nouvelle identité nationale, l'État algérien a fabriqué une identité officielle fondée uniquement sur les repères de l'arabité et de l'islam, utilisée d'ailleurs comme des instruments de contrôle de la population. Cette politique d'arabisation a surtout été problématique car elle ne correspond pas à la réalité linguistique du pays, et parce que l'Algérie officielle a limité les espaces de liberté et marginalisé une minorité importante, les Berbères.

La société algérienne semble plus pluraliste que ne le laissent croire ses dirigeants. Le français, l'ancienne langue du colonisateur, est de nos jours paradoxalement plus implanté dans la vie quotidienne des Algériens que pendant les années « françaises ». Contrairement aux hommes politiques, l'opinion publique algérienne est généralement favorable à l'enseignement du français, une langue qui est considérée comme la langue de promotion sociale. La politique linguistique, qui en premier lieu a visée l'éradication de la langue française de la conscience algérienne, a non seulement étouffé la langue berbère (perçue comme facteur de division pour l'unité nationale), mais également l'arabe dialectal, la langue maternelle de la majorité des Algériens, qui s'apparente de moins en moins à la langue arabe classique de l'arabisation.

L'existence du pluralisme linguistique en Algérie exprime donc un fait réel de la société, et il en est une composante déterminante. Comme l'identité nationale d'une population est très fortement liée à sa langue, il semble que le sentiment de l'« algérianité », devrait passer par les véritables langues du peuple algérien, l'arabe dialectal et le berbère. Le rôle du pouvoir politique en démocratie n'est pas d'ignorer ce pluralisme, encore moins de tenter de le réduire par voie autoritaire, mais par contre d'en garantir le libre exercice par la mise en place de règles permettant dialogue et coexistence. De ce fait, nous pouvons conclure que la question des langues en Algérie est indissociable de celle de la démocratie.

Ouvrages cités et consultés

Livres, articles et rapports

AÏT ALI, Dahmen (2010) : *Kabylie : du panberbérisme au nationalisme kabyle*. Présenté au cours de la conférence du Secrétaire Général de l'Anavad lors des portes ouvertes du MAK, Paris, le 18 octobre.

<http://www.tamurt.info/kabylie-du-panberberisme-au,680.html?lang=fr>

(Consulté le 11/10/13)

AÏT KAKI, Maxime (2004) : *De la question berbère au dilemme kabyle à l'aube du XXIème siècle*. Paris, Éditions L'Harmattan

----- (2003) : « Les États du Maghreb face aux revendications berbères » in : *Politique étrangère* n°68 : 103-118.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_2003_num_68_1_11855 (Consulté le 15/09/12)

AMARA, Abderrezak (2010) : « Langues maternelles et langues étrangères en Algérie : conflit ou cohabitation ? » in *Synergies Algérie* n° 11 : 121-125.

Université de Mostaganem

<http://ressources-cla.univ-fcomte.fr/gerflint/Algerie11/abderrezak.pdf>

(Consulté le 10/11/12)

AREZKI, Abdenour (2008) : *Le rôle et la place du français dans le système éducatif algérien*. Université Abderahamane MIRA (Béjaia)

AYOUB, Georgine (2003) : « La langue arabe entre l'écrit et l'oral » in *Langues de la Méditerranée. Les cahiers de Confluences*, Bistolfi (éd.), Paris, L'Harmattan : 31-53

AYOUN, Richard (2004) : « Les Judéo-berbères entre Mythe et Réalité » in Bo ISAKSSON et Marianne LAANATZA : *Reports on Asian and African Studies 2*, Université de Uppsala : 74-89

BELMADI, Tayeb (2009) : « Salem Chaker 'La majorité des Maghrébins sont des Berbères arabisés' ». Entretien avec Salem Chaker in *Jeune Afrique*, le 17/11/2009 :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20091117170547/>

BENHADJOUJJA, Leïla (2012) : « Les politiques linguistiques et la question de la Reconnaissance des Berbères en Algérie » in *Dynamiques Internationales* n°7, Université du Québec à Montréal

<https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/dynamiquesinternationales/DI7/Benhadjoudja+-DI7.pdf> (Consulté le 11/10/13)

BENRABAH, Mohamed (1999) : *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d'un traumatisme linguistique*. Paris, Séguier

- BENSAMOUN, Yvette Katan et al. (2007) : *Le Maghreb. De l'empire ottoman à la fin de la colonisation française*. Paris, Éditions Belin
- BISTOLFI, Robert et Henri GIORDAN (2002) : *Les langues de la Méditerranée*. Paris, L'Harmattan
- BLANCHET, Phillippe (2008) : « La nécessaire évaluation des politiques linguistiques entre complexité, relativité et significativité des indicateurs » in *Les Cahiers du GEPE* n° 1
- BOUKOUS, Ahmed (2002) : « La berbérophonie : enjeux d'une renaissance. » in *Les langues de la Méditerranée. Les Cahiers de Confluences*. Paris, Éditions L'Harmattan
- BOYER, Henri et. al. (2011) *Gestions des plurilinguismes. Une coproduction entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et Université Ouverte des Humanités*.
http://www.univ-montp3.fr/uoh/politiques_linguistiques/co/module_Po%20Ling.html
 (Consulté le 02/09/13)
- BOYER, Henri (année inconnue) : « Gestions des plurilinguismes », module universitaire à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3
http://uoh.univ-montp3.fr/politiques_linguistiques/co/module_Po%20Ling_3.html
 (Consulté le 03/05/13)
- BULOT, Thierry et Philippe BLANCHET (2011) « Politique linguistique et diffusion du Français dans le monde » in *Dynamiques de la langue française au 21^{ème} siècle. Une introduction à la sociolinguistique*. CREA CIM Université de Rennes 2
<http://www.sociolinguistique.fr/cours-5-2.html>
 (Consulté le 05/10/13)
- CALVET, Louis-Jean (1999) : *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris, Hachette Littératures
- (1993) : *La sociolinguistique*. Paris, Presses Universitaires de France
- CAMPS, Gabriel (2007) (1^{er} éd. 1980) : *Les Berbères. Mémoire et identité*. Paris, coédition Actes Sud – Leméac
- (1981) : « L'origine des Berbères » in Ernest GELLER (éd.) *Islam : société et communauté. Anthropologies du Maghreb*, les Cahiers C.R.E.S.M, Paris, Éditions CNRS <http://www.mondeberbere.com/histoire/camps/origines.htm>
 (Consulté le 14/10/11)
- CERQUIGLINI, Bernard (1999) : « Les langues de la France », rapport au Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie et à la Ministre de la Culture et de la Communication, Institut national de la langue française (C.N.R.S.)
http://www.dglflf.culture.gouv.fr/lang-reg/rapport_cerquiglini/langues-france.html
 (Consulté le 03/01/12)

- CHAFIQA, Femmam (2012) : « Politiques linguistiques en Algérie de 1962 jusqu'à nos jours : entre enjeux politiques et aspirations sociales » in *Journal de la Faculté des Lettres et des Langues* n° 10 et 11. Université Mohamed Khider de Biskra
http://www.univ-biskra.dz/fac/fl11/index.php?option=com_content&view=article&id=125&Itemid=99 (Consulté le 02/11/13)
- CHAKER, Salem (2004) : « Langue et littérature berbères », article en ligne
http://www.elio.fr/BIBLIOTHEQUE/langue_et_litterature_berberes.asp
 (Consulté le 12/05/12)
- (2003) : « La question berbère dans le Maghreb contemporain : éléments de compréhension et de prospective » in *Diplomatie – Magazine* n°3 : 75-77
- (1998) : *Berbères aujourd'hui*. Paris, Éditions L'Harmattan
- (1987) : « L'affirmation identitaire berbère à partir de 1900. Constantes et mutations (Kabylie) » in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 44 : 13-34
- (1987) : « Amazigh » in *Encyclopédie berbère IV* : 562-568
www.centrederechercheberbere.fr/tl_files/doc-pdf/amazigh.pdf
 (Consulté le 21/04/12)
- (1984) : *Textes en linguistique berbère (Introduction au domaine berbère)*. Paris, Éditions du CNRS
- CHAKER, Salem et Dahbia ABROUS (1988) : « De l'antiquité au musée : Berberité ou... la dimension in-nomable » in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* n° 48-49 : 173-197
- CHEMAKH, Saïd (2011) : « Aménagement de tamazight (milieu algérien) : État des lieux, critiques et propositions » in *Timsal n'Tamazight* n° 1 : 15-28
<http://www.cnplet.net/file.php/1/revues/15-28.pdf> (Consulté le 12/09/13)
- CHERIGUEN, Foudil (1997) : « Politiques linguistiques en Algérie » in : *Mots, Les langages du politique* n° 52 : 62-73
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mots_0243-6450_1997_num_52_1_2466 (Consulté le 24/10/12)
- Congrès Mondial Amazigh (CMA) (Agraw amadlan amazigh) (2013) : *Discriminations à l'encontre des Amazighs d'Algérie. Rapport alternatif du CMA au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale* (présenté au cours de la 82^{ième} session du Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels, février 2013) http://www.20hchr.org/english/bodies/cerd/docs/ngos/CongresMondialAmazigh_Algeria82_fr.pdf (Consulté le 11/10/13)
- DARGNAT, Mathilde (2006) : *L'oral comme fiction*. Thèse de doctorat, Université de Province & Université de Montréal
- DIDIER, Hugues et al. (1998) : *2000 ans d'Algérie (tome 1 et 2)*. Paris-Biarritz, Carnets Séguier

- DRIDI, Mohammed (2009) : *Arabe classique, arabe moderne, arabes dialectaux : une situation linguistique multidiglossique*
<http://www.univ-ouargla.dz/Pagesweb/PressUniversitaire/doc/06%20El%20Athar/T08/T0830.pdf> (Consulté le 12/09/13)
- FERGUSON, Charles A. (1959) : « Diglossia » in *Word* 15 : 325-337
- GRANDGUILLAUME, Gilbert (2008) : « La francophonie en Algérie » in *Hermes* n° 40 : 75-78, Paris, CNRS Editions
<http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/9504/HERM..?sequence=1>
 (Consulté le 25/09/13)
- (2006): « Langue arabe en Algérie et à Mayotte ». Texte inédit de deux communications faites au colloque sur le bilinguisme et l'interculturalité à Mayotte, organisé par le Vice-rectorat et le Conseil Général de Mayotte
<http://www.ggrandguillaume.fr/titre.php?recordID=90> (Consulté le 14/09/13)
- (2004): « L'arabisation au Maghreb » in *Revue d'Aménagement linguistique, Aménagement linguistique au Maghreb*, n°107 : 15-40. Office Québécois de la langue française. <http://faculty.ksu.edu.sa/darbal/Librera/Arabisationj.pdf>
 (Consulté le 11/10/13)
- (2002): « Les enjeux de la question des langues en Algérie » in *Les langues de la Méditerranée*, Paris, L'Harmattan
<http://www.ggrandguillaume.fr/titre.php?recordID=58>
- (1984): « L'arabisation au Maghreb et au Machrek » in *Les relations entre le Maghreb et le Machrek. Des solidarités anciennes aux réalités nouvelles* : 151-157. Aix-en-Provence : Institut de recherches méditerranéennes
http://grandguillaume.free.fr/ar_fr/machrek.html (Consulté le 11/06/12)
- (1983) : *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*. Paris, Éditions G.- P. Maisonneuve et Larose
- HADDADOU, Mohand-Akli (2003) : « L'État algérien face à la revendication berbère : de la répression aux concessions » in : *Glottopol, Revue de sociolinguistique en ligne* n° 1 : 131-138 <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol> (Consulté le 14/02/13)
- HARIRI, Ahmed (année inconnue) : « Langage et société (sociolinguistique appliquée) »
<http://www.kenitrasociolinguistique.blogspot.com> (Consulté le 08/10/11)
- IMENE, Miloudi (2009) : *L'alternance codique dans les pratiques langagières des Algériens, cas de l'émission télévisée Sahara Raha*. Mémoire de magistère, Université de Msila
- JURQUET-BOUHOUNE, Baya et Jacques JURQUET (2007) : *Femmes algériennes – de la Kahina au Code de la Famille*. Pantin, Éditions Le Temps des Cerises
- KATEB, Yacine (2004) : *Parce que c'est une femme*. Paris, Éditions des Femmes – Antoinette Fouque

- LACOSTE, Camille et Yves (2004) : *Maghreb, peuples et civilisations*. Paris, Éditions La Découverte
- LACOSTE-DUJARDIN Camille (2001) : « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique » in *Hérodote* (Paris, La Decouverte) n°104
http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=HER_103_0057 (consulté le 04/04/13)
- LANGEROVÀ, Monika (2012) : *Diglossie au Maghreb – histoire et situation actuelle*. Mémoire de master, Université de Masaryk
- LAROUSSI, Foued (2003) : « Glottopolitique, idéologies linguistiques et État-nation au Maghreb » in *Quelle politique linguistique pour quel État-nation ? Glottopol, revue de sociolinguistique en ligne*, n° 1 : 138-151. Université de Rouen
http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol/numero_1.html (Consulté le 11/10/13)
- LØCHSTØER, Cathrine (1991) : *Culture de minorité et démocratisation nationale : les Berbères de l'Algérie 1980-90*. Mémoire de maîtrise, Université d'Oslo
- MALIKA, Djaoud (2003) : « La langue française en Algérie » in *Sans gêne* n°3
<http://mauricecourtois.perso.neuf.fr/numero3/PATOIS1.htm> (12/09/13)
- MEHENNI, Ferhat (2004) : *Algérie : la question kabyle (essai)*. Paris, Éditions Michalon
- MÉROUANI, Nadia (2009) : *Les enjeux de l'aménagement linguistique dans le milieu scolaire algérien*. Mémoire de maîtrise en linguistique, Université du Québec à Montréal
- METZ, Helen Chapin (éd.) (1994) : *Algeria: A Country Study*. Washington: GPO for the Library of Congress. <http://countrystudies.us/algeria/23.htm> (Consulté le 02/10/13)
- MEYNIER, Gilbert (2007) : *L'Algérie des origines. De la préhistoire à l'avènement de l'islam*. Paris, Éditions La Découverte
- MIGNOT-LEFEBRVE, Yvonne (1974) : « Bilinguisme et système scolaire en Algérie » in *Tiers monde* n° 59-60 : 671-693
- MOATASSIME, Ahmed (1992) : *Arabisation et langue française au Maghreb*. Paris, Presses Universitaires de France
- MORIN, Georges (2007) : *L'Algérie, idées reçues*. Paris, Éditions Le Cavalier Bleu
- NEDDAR, Bel Abbès (2013) : « L'enseignement du français en Algérie : aperçu historique, état des lieux et perspectives » in *Revue Japonaise de Didactique du Français*, vol 8, n° 2 : 9-19. Société japonaise de didactique du français, Tokyo
http://www.academia.edu/2631900/Lenseignement_du_Francais_en_Algerie_Apercu_historique_Etat_des_lieux_et_perspectives (Consulté le 11/10/13)

- OVERMANN, Manfred (2012) : « Le site portail du professeur de FLE »
http://portail-du-fle.info/index.php?option=com_content&view=article&id=54&Itemid=210 (Consulté le 24/05/12)
- RAHAL, Sofia (2001) : « La francophonie en Algérie : Mythe ou réalité ? » présenté lors du IXème sommet de la Francophonie, Beyrouth
http://www.initiatives.refer.org/Initiatives-2001/_notes/sess610.htm
 (Consulté le 24/10/13)
- SALHI, Kamal (1999) : *The politics and Aesthetics of Kateb Yacine From Francophone Literature to Popular Theatre in Algeria and Outside*. Ontario, The Edwin Mellen Press
- SEBAA, Rabeh (2002) : « Culture et plurilinguisme en Algérie » in *Trans, Revue électronique de recherches sur la culture* n° 13 (non paginé)
<http://www.inst.at/trans/13Nr/sebaa13.htm> (Consulté le 20/11/11)
- SERVIER, Jean (1990) : *Les Berbères*. Paris, Presses universitaires de France
- STORA, Benjamin (1994) : *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*. Paris, Éditions La Découverte
- SUR, Serge et al. (2004) : « Le Maghreb » in *Questions Internationales* n° 10. Paris, La documentation française
- TAMAZGHA, Organisation Non Gouvernementale de défense des droits des Imazighen (Berbères) (2013) : *L'État algérien et la question amazighe. Rapport alternatif de Tamazgha au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale* (présenté au cours de la 44ème session du Comité des Nations Unies pour les Droits économiques, sociaux et culturels à Genève, du 3 au 21 mai 2010)
http://tamazghaparis.free.fr/IMG/pdf/Rapport_Tamazgha_Algerie_2010.pdf
 (Consulté le 14/10/13)
- TAMAZGHA, Organisation Non Gouvernementale de défense des droits des Imazighen (Berbères) (2007) : *Droits linguistiques et culturels des Berbères en France. Rapport alternatif de Tamazgha au Comité des droits économiques, sociaux et culturels* (présenté au cours de la 38ème session du Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels à Genève, du 21 au 25 mai 2007)
http://www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/info-ngos/Tamazgha_France.pdf
 (Consulté le 11/10/13)

Lois et constitutions

Constitutions et révisions constitutionnelles de l'Algérie

- La constitution de l'Algérie de 1963
- La constitution de l'Algérie de 1976
- La constitution de l'Algérie de 1989
- La révision constitutionnelle de 2002
- La révision constitutionnelle de 2008

<http://www.el-mouradia.dz/francais/symbole/textes/symbolefr.htm>
(Consulté le 23/03/13)

Loi no 91-05 du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe.
http://www.axl.cefanelaval.ca/afrique/algerie_loi-91.htm

Sites internet et fiches d'information

Académie française : « L'institution – les missions »
<http://www.academie-francaise.fr/linstitution/les-missions>
(Consulté le 12/10/13)

Algeria-Watch, Informations sur la situation des droits humains en Algérie.
Boira (2003) : « Deux marches, des interpellations et des dépassements »
http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/kabylie/bouira_deux_marches.htm
(Consulté le 23/06/13)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL)
<http://www.cnrtl.fr/lexicographie/>
(Consulté le 05/07/13)

Centre de Recherche Berbère (CRB)
Tamazight – langue berbère : Quelques données de base
<http://www.centrederechercheberbere.fr/la-langue-berbere.html>
(Consulté le 09/06/13)

Université Laval (a) : fiche d'information sur la situation géographique et démographique de l'Algérie
<http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-1demo.htm>
(Consulté le 20/03/13)

Université Laval (b) : fiche d'information sur le code de l'indigénat
http://www.axl.cefanelaval.ca/afrique/indigenat_code.htm
(Consulté le 20/03/13)

Université Laval (c) : fiche d'information sur la Francophonie
<http://www.axl.cefanelaval.ca/francophonie/francophonie.htm>
(Consulté le 21/03/13)

Université Laval (d) : Fiche d'information sur la famille chamito-sémitique
<http://www.axl.cefanelaval.ca/monde/famarabe.htm>
(Consulté le 19/04/13)

Université Laval (e) : Fiche d'information sur les données historiques et conséquences linguistiques
<http://www.axl.cefanelaval.ca/afrique/algerie-2Histoire.htm>
(Consulté le 21/03/13)

Université Laval (f) : Fiche d'information sur les droits linguistiques des berbérophones
<http://www.axl.cefanelaval.ca/afrique/algerie-2Histoire.htm>
(Consulté le 11/03/13)

Journaux et médias

AmazighWorld – journal en ligne pour les droits des Amazigh

« Massinissa : Un Roi Amazigh. Le plus célèbre roi amazigh de l'Antiquité, unificateur de la Numidie », 2008

www.amazighworld.org/history/personalities/massinissa.php

(Consulté le 12/07/13)

France24

« Algeria's President Bouteflika to run for the 4th term », 16/11/13

<http://www.france24.com/en/20131116-algeria-president-bouteflika-run-4th-term-presidential-election> (Consulté le 30/05/13)

la-Kabylie.com – Le portail de la culture Kabyle et Berbère

« Retour sur le décès de Ben Bella l'anti-Kabyle », 11/04/12

<http://www.la-kabylie.com/article-995-Retour-sur-le-deces-de-Ben-Bella-lanti-Kabyle.html> (Consulté le 12/04/12)

Tamurt.info – votre lien avec la Kabylie

« Verbatim de la conférence du Secrétaire Général de l'Anavad lors des portes ouvertes du MAK », 01/11/12

<http://www.tamurt.info/kabylie-du-panberberisme-au,680.html?lang=fr>

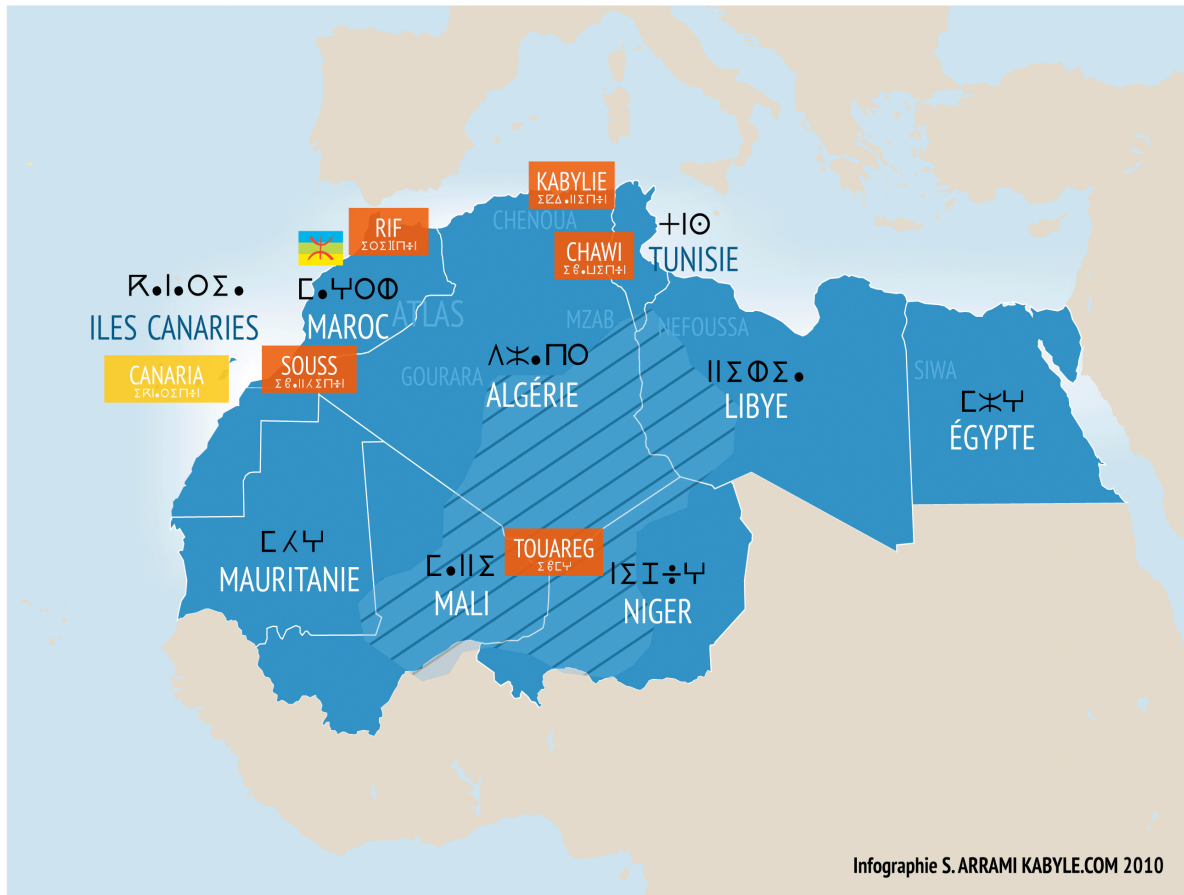
(Consulté le 01/02/13)

Annexe 1

Les pays de l'Afrique du Nord englobant la berbérophonie

Tamazgha - Berbérie

ⵜⴰⴷⴰⵣⴰⵢⵜ



la Berbérie
Nation d'Afrique du Nord
Tamazgha

orange: mouvements régionalistes
et autonomistes
blue hatched: pays touareg

yellow: mouvements indépendantistes
tamazight reconnue
langue nationale
et officielle

Sens ancien : Ta-Amaz-Ra - ⵜⴰⴷⴰⵣⴰⵢⵜ "Terre de ceux qui adorent le Soleil"

Source : Kabyle.com

<http://kabyle.com/1%C3%A9tymologie-du-mot-tamazgha-lafrique-du-nord-par-helene-e-hagan-8026-190210.html>

Annexe 2

L'Algérie (la République algérienne démocratique et populaire)
et ses pays voisins

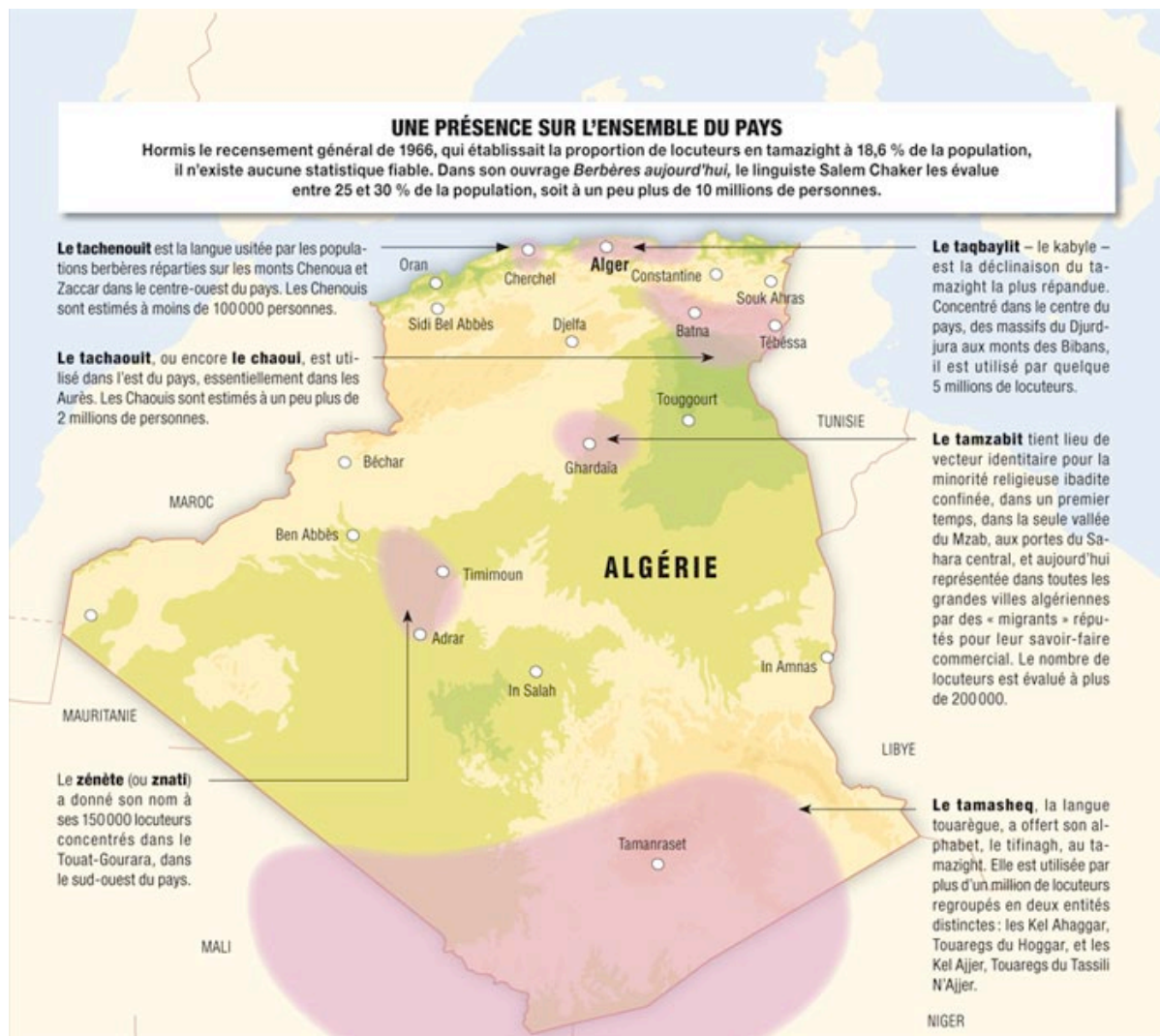


Source : Université Laval (Québec)

<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algeriecarte.htm>

Annexe 3

Les dialectes berbères de l'Algérie



Source : *Jeune Afrique*

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2549p024-028.xml0/algerie-rebellion-constitution-histoirele-paradoxe-berbere.html>

Annexe 3

Sammendrag (résumé en norvégien)

Den 5. juli 1962 fikk Algerie endelig sin selvstendighet etter å ha vært underlagt fransk kolonistyre i 132 år. Blant de mange utfordringene landet sto overfor som ny selvstendig nasjon, var spørsmålet om nasjonal identitet, og hvilken rolle de ulike språkene skulle ha i den nye grunnloven. Algeries språksituasjon har alltid vært svært sammensatt på grunn av landets historie og geografiske plassering, som har ført til en sammenblanding av flere språk og kulturer. Den opprinnelige befolkningen i Nord-Afrika, berberne, er i dag i mindretall som følge av den arabiske innvandringen på 600-tallet og den kulturelle påvirkningen som det arabiske språket og islam førte med seg. Som følge av den franske assimileringspolitikken i kolonitiden, ble fransk det eneste tillatte offisielle språk i Algerie, mens arabisk ble erklært ”fremmedspråk”.

For å gjenopprette sin arabisk-muslimske identitet etter uavhengigheten, ble det fra 1962 erklært i grunnloven at Algerie er et arabisk og muslimsk land, og arabisk ble følgelig det eneste tillatte språket. Inspirert av arabisk nasjonalisme og ideen om enhet, satte myndighetene i gang en omfattende språkpolitikk som skulle sørge for at fremtidige generasjoner av algeriere ble arabisert. Denne politikken har vist seg å få svært uheldige konsekvenser, ettersom den ikke bare har ignorert Algeries flerspråklighet, men også aktivt bekjempet alle former for språklig og kulturell ulikhet. Den berbisktalende befolkningen, som har vært sett på som en trussel mot nasjonal enhet, har særlig blitt utsatt for statlig diskriminering og undertrykking. Dette har ført til store protestaksjoner blant berberne, spesielt i regionen Kabylie som tradisjonelt har stått i spissen for kampen for berbernes språklige og kulturelle rettigheter. Et annet problem knyttet til denne politikken, er at det arabiske språket som ble erklært offisielt er den klassiske varianten, som er svært ulik den arabiske dialekten som brukes til daglig. Dermed kan vi konkludere med at den algeriske språkpolitikken har vært feilslått, og at den eneste løsningen på språkspørsmålet er å akseptere algeriernes egne språk som en viktig del av Algeries identitet.

Denne oppgaven tar for seg forholdet mellom språk og identitet i Algerie, sett i lys av nasjonsbyggingen og algerisk nasjonal identitet etter 1962, med fokus på situasjonen for den berbiske minoritetsbefolkningen.